

PROCÈS PETER CHERIF
TOUTS LES CHEMINS
DU DJIHAD MÈNENT
AUX BUTTES-CHAUMONT

SAINT-NAZAIRE AUX
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE,
À LA RECHERCHE
DE LA CLASSE OUVRIÈRE

PROCÈS DE MAZAN
L'ENFANCE VICIÉE
DES VOLEURS
DE GISEÈLE PELICOT



NOUVEAU HORS-SÉRIE

CHARLIE HEBDO

ALERTE BOTULISME!

18 SEPTEMBRE 2024 / N° 1678 / 3,50 €



UN NOUVEAU GOUVERNEMENT
QUI SENT LA GASTRO

**SECOND PROCÈS DU
7 JANVIER 2015**

CHERIF, KOUACHI, BENYETTOU... Tous les chemins



Charlie Reporter



YOVAN SIMOVIC

Charlie retourne au tribunal. En septembre 2020, la cour d'assises spéciale de Paris jugeait les attaques terroristes contre *Charlie Hebdo*, l'Hyper Cacher ainsi que celle de Montrouge. Mais un homme manquait à l'appel. Il s'agit de Peter Cherif, arrêté en décembre 2018 à Djibouti. Mauvais timing : les juges avaient déjà bouclé leur enquête. Son cas avait donc fait l'objet d'une disjonction, afin de poursuivre les investigations le concernant. Dès ce lundi 16 septembre, et pendant trois semaines, il comparaitra donc seul. Comme les frères Kouachi, Peter Cherif est un pur produit de la filière dite « des Buttes-Chaumont », dans le 19^e arrondissement de Paris. Retour sur ce « réseau » destiné à envoyer de la chair de kamikaze à al-Qaïda, en Irak.



Qu'est-ce qu'ils foutent là ? Nous sommes le 17 mars 2003. Comme tous les matins, le sempiternel jingle de RTL réveille la France qui se lève tôt. Parmi les titres de l'actualité : l'invasion prochaine de l'Irak par un certain George W. Bush, ancien pochtron devenu président des États-Unis. Il paraît que ses *boys* – aidés par une coalition internationale – vont y démanteler un chimérique réseau d'armes de destruction massive. C'est l'occasion pour la station de radio de diffuser un reportage réalisé près de Bagdad, dans un camp d'entraînement où des barbus se disent prêts à se faire exploser pour repousser l'Oncle Sam. Surprise : le journaliste y rencontre de jeunes Français musulmans.

« Je suis en Irak, on fait le djihad, tous mes frères qui sont là-bas [en France, ndr], venez pour défendre l'islam », bégaye Boubaker El Hakim dans le micro. « On est des moudjahidin, nous voulons la mort, nous voulons le paradis », poursuit-il en appelant explicitement « tous (ses) potes dans le 19^e [arrondissement] » à le rejoindre. Comme une dizaine d'autres Français en Irak, Boubaker El Hakim vient d'une cité de l'Est parisien. Là, depuis le début des années 2000, des salafistes y prêchent un islam radical et poussent de jeunes hommes dans les bras d'al-Qaïda. Bienvenue dans la filière des Buttes-Chaumont.

Dans le quartier, c'est Farid Benyettou, alias Abou Abdallah, qui joue les émir. Sur des vidéos de cette époque, on retrouve toujours le prédicateur avec le même accoutrement : keffieh rouge et blanc sur la tête et qamis couvrant l'intégralité du corps. Un look prisé par les islamistes depuis les attentats du 11 Septembre, qui l'aide probablement à compenser sa faible pilosité faciale. Car s'il a tous les attributs du barbu radicalisé, Benyettou n'a qu'une vingtaine d'années à l'époque.

Dans un premier temps, le prédicateur va propager son interprétation radicale de l'islam à travers des cours d'arabe à la mosquée Adda'wa, rue de Tanger. Rapidement jugés trop prosélytes, il se verra remercié par le lieu de culte, pourtant habituellement pas fermé aux intégristes. Tant pis, il fera finalement la classe dans un foyer Sonacotra, logement pour travailleurs immigrés. En 2005, la journaliste Magali Serre s'empare

du sujet, et réalise une enquête pour l'émission *Pièces à conviction*. On y découvre le parcours de Peter Cherif, l'un des adeptes de Farid Benyettou. Face caméra, la mère de Cherif raconte le retour à la religion de son fils après une « adolescence difficile ». Au départ « serein », « une certaine angoisse » aurait disparu en lui, puis Peter « se met à porter le qamis », « laisse pousser sa barbe » et se rase la tête. Bientôt, « même s'il ne voulait pas nous le dire, on était devenus des mécréants », détaille Myriam Cherif. Après son départ en Irak, il sera arrêté par les Américains et incarcéré à la prison de Camp Bucca, à quelques kilomètres de la capitale. D'autres n'auront même pas le temps de faire leurs valises. C'est le cas de Chérif Kouachi, l'un des deux frères qui ont massacré une partie de la rédaction de *Charlie* dix ans plus tard.

Peter se met à porter le qamis, laisse pousser sa barbe, se rase la tête. « On était devenus des mécréants », raconte sa mère

Jusqu'à sa rencontre avec Benyettou, Chérif Kouachi est plutôt du genre délinquant à la petite semaine. Comme beaucoup de jeunes de quartier, il écoute NTM, porte de la ferraille autour du cou et traîne sa carcasse dans un baggy forcément trop large. Très vite convaincu par le prédicateur, qui lui aurait assuré que les textes islamiques « donnent des preuves du bienfait des attentats-suicides », Chérif Kouachi décide qu'il ira se battre en terre d'islam. S'ensuit une préparation pour le moins rudimentaire : « Trois joggings au parc des Buttes-Chaumont et une rencontre fuyage avec un soi-disant spécialiste des armes qui lui explique le

du djihad mènent aux Buttes-Chaumont



manement d'une kalachnikov», détaille le documentaire. Et puis ? Rien. Enfin, pas le départ espéré pour l'Irak ou la Syrie, mais l'arrestation de Cherif Kouachi, Farid Benyettou et Thamer Bouchnak, un autre jeune de la filière, pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Cherif Kouachi sera incarcéré à la prison de Fleury-Mérogis, dans l'Essonne, où il fera la rencontre d'Amedy Coulibaly, futur auteur de la prise d'otages et de la tuerie de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes.

À cette époque, Kouachi improvise un mea culpa qui, a posteriori, fait grincer des dents. Tous les jours dans le reportage de Magali Serre, un éducateur social qui a échangé quelques courriers avec le détenu rapporte : « Il s'est aperçu qu'à cette période il avait changé, qu'il s'est fait rouler dans la farine et embroqué dans quelque chose qu'il n'a pas maîtrisé ». Facile. Dans un article de *Libération* consacré à l'affaire et paru en 2006, le journaliste clôt même son article par : « La tentation du djihad a bien failli le transformer en chair à canon. Le livreur de pizzas ne veut pas mourir à 22 ans. » Il attendra 32 ans.

Peu de gens semblent prendre la mesure de la menace. L'Irak, c'est loin, ces djihadistes ne vivent pas la France. Et puis, tout de même, Chirac et Villepin n'ont-ils pas envoyé les Yankees se faire voir devant toutes les télévisions du monde aux Nations unies, deux ans plus tôt ? L'avocat d'un des candidats au djihad, à l'époque, nie d'ailleurs, et habilement, le caractère terroriste de leurs agissements. « Mon client est un combattant [...], c'est un guerrier, il y a quand même une nuance, c'est quelqu'un qui se bat à la loyale, qui ne va pas tuer des innocents, qui ne va pas tuer au hasard, [...] ce sont les lois de la guerre, absolument pas les lois de l'antiterrorisme », tente-t-il.

Du côté du renseignement français, tout de même, certains sentent l'odeur de la poudre monter. C'est le cas de Jean-François Lelièvre, numéro 2 de la division nationale antiterroriste (DNAT), qui s'inquiète de ces personnalités qui ont acquis sur place une connaissance de l'armement et des explosifs, et qui sont « susceptibles de revenir sur le territoire national dotés d'une certaine aura auprès de l'ensemble des jeunes » du quartier et « de les pousser à passer à l'action violente ». Mais, on le sait bien, nul n'est prophète en son pays. ●

Édito

Les attentats invisibles



RISS

Peter Cherif, vous connaissez ? C'est un djihadiste d'al-Qaïda au Yémen, accusé d'avoir organisé l'attentat du 7 janvier 2015 contre *Charlie Hebdo*. Il a été arrêté en décembre 2018 à Djibouti, alors que l'instruction du dossier des complices des frères Kouachi arrivait à son terme. Idéalement, ils auraient dû être jugés ensemble, mais la durée de détention préventive des complices allait être dépassée, c'est pourquoi il a fallu disjoindre les dossiers. C'est donc un second procès des attentats de *Charlie* qui s'est ouvert cette semaine. Peter Cherif a un profil différent de celui des accusés du procès de 2020, car c'est un chef, et il est poursuivi pour avoir commandité les attentats contre *Charlie*. Les accusés jugés en 2020 gravitaient autour de Coulibaly, auteur de l'attentat contre le magasin Hyper Cacher, mais étaient moins connectés aux frères Kouachi. Peter Cherif, c'est l'inverse : sans lien avec Coulibaly, qui avait commis son attentat au nom de Daech, il fut très proche des frères Kouachi qui, eux, avaient revendiqué leur attaque au nom d'al-Qaïda au Yémen. On s'en souvient encore à *Charlie* : ils l'avaient crié dans les locaux du journal.

Voilà ce qui nous attend durant les trois semaines à venir. Replonger dans ces moments difficiles, sachant que l'accusé refuse de desserrer les dents et qu'il n'est même pas sûr qu'il accepte de sortir de cellule pour se rendre au tribunal. Ce procès risque d'être celui d'un mur de briques dressé devant nous.

D'ailleurs, le public s'intéresse-t-il encore à ce genre de procès, à toutes ces histoires de djihadistes ? Ne serait-il pas davantage passionné par les violents subis par cette pauvre Gisèle Pelicot, les révélations sur la vie sexuelle de l'abbé Pierre, le prochain gouvernement Barrière, Gaza ou la guerre en Ukraine ? A *Charlie*, on nous a parfois reproché d'être « obsédés » par la question de l'islamisme. Pourtant, si on veut l'évoquer de manière pertinente, on est obligés de s'inscrire dans la durée. Pas par obsession, mais parce que les djihadistes misent sur le temps. Et le temps des islamistes n'est pas le temps médiatique. La logique journalistique est différente : parler trop souvent du même sujet risque d'ennuyer le lecteur, il ne faut donc pas trop l'embêter avec ça. Les islamistes n'en demandaient pas tant. L'intérêt médiatique pour l'islamisme diminue, d'autant que sa manifestation la plus flagrante dans la société, à savoir les attentats sanglants,

Le temps des islamistes n'est pas le temps médiatique

s'est atténuée. Il faut dire que l'islamisme a fait le choix d'inviter la société par d'autres moyens que celui de la peur, comme l'éducation, le sport, la politique ou la culture. Pour rassurer la population, il faut l'habituer lentement à la présence à ses côtés des valeurs islamistes. Et nul besoin pour ça de bombes ou de kalachnikovs, mais plutôt d'articles de presse complaisants sur l'abaya, de films sur la banlieue où les imams sont représentés comme des sages, d'églises locales qui flattent le communautarisme, de clubs de sport qui acceptent les filles voilées, de militants qui organisent des manifestations contre la soi-disant islamophobie ambiante.

Le 16 septembre 2022, l'Iranienne Mahsa Amini était tuée par la police des mœurs sous prétexte qu'elle ne portait pas correctement le voile. Le combat contre l'islamisme est devenu à la fois mondial et de proximité. L'Iran reste un des derniers exemples où une violence islamiste spectaculaire s'exprime sans complexe. Il en reste beaucoup d'autres dans le monde, mais il ne faut pas se leurrer : ce genre de manifestations, faciles à identifier, de l'intolérance religieuse islamiste ne doit pas nous distraire de celles moins tapageuses qui pénètrent lentement les interstices de nos sociétés démocratiques. Pour un attentat-suicide, combien de filles écrasées par leur milieu social, qui n'osent pas vivre librement de peur d'être rejetées par leur famille et leurs proches ? Elles sont des milliers, voire des millions, et ce qu'elles subissent constitue autant d'attentats, silencieux et invisibles, aussi destructeurs de vies qu'une bombe ou des rafales de kalachnikov. ●

NOUVEAU HORS-SÉRIE EN KIOSQUE

IRAN LES FEMMES NE LÂCHENT RIEN

Dans les rues, dans les écoles, dans les prisons ou s'entassent les opposants et les défenseurs des droits, les Iranaises et surtout les Iranaises, continuent de lutter pour la démocratie, malgré la violence de la répression et la férocité de la dictature religieuse. Depuis le soulèvement du peuple iranien, il y a deux ans, *Charlie* suit et accompagne ce combat d'un peuple pour sa liberté.

(64 pages, 9,50 euros.)



LE MYSTÈRE DE LA FOI

ENFIN UNE BONNE NOUVELLE ! DE PLUS EN PLUS DE JEUNES EN QUÊTE DE SENS SE TOURNENT VERS L'ÉGLISE !



ALORS, POUR FIDÉLISER CETTE NOUVELLE GÉNÉRATION DE CROYANTS, CERTAINS CONCEPTS ARDUS ET RITUELS ABSCONDS DOIVENT ÊTRE REMISES !



AINSI, AVEC UNE SIMPLE FEUILLE DE SALADE CONSACRÉE À LA PLACE DE L'HOSTIE, L'EFFET EST IMMÉDIAT !



C'EST TON ÂME, MON ENFANT, QUI S'ÉLÈVE À LA RENCONTRE DU SEIGNEUR...



C'est pourtant pas compliqué

ISLAMISME
La mosquée des Bleuets perd son imam star

JULIE LESCAUMONTIER

À première vue, rien n'a réellement changé. Comme tous les vendredis, quelques minutes avant le début du prêché, sur le parking de l'une des mosquées les plus dynamiques des quartiers nord de Marseille, les robes de prière vibrent au rythme du mistral et quelques lacets anticipateurs commencent à se dénouer. Seulement, il y a ces affiches bleu criard, où l'on peut lire en surtitre de la mosquée des Bleuets, seuls vestiges du feuillet médiatico-politique d'un mois qui vient de s'achever dans le quartier des Bleuets.

Jusqu'à ce mardi 10 septembre et l'annonce de la suspension, le petit cube ocre était sous le coup d'une procédure de fermeture requise par la préfecture des Bouches-du-Rhône, à la demande de Gérard Darmanin, le 20 août. En cause : le discours fondamentaliste de l'imam Smaïn Bendjilali – « imam Ismail » pour les intimes – lors de ses prêches et sur les réseaux sociaux. « Ils vont tout le faire tair, mais ils n'ont pas réussi », tente de nous résumer Farid*, au milieu de la galerie de rideaux de fer accolée au temple. Mais le jeune homme, déjà bien barbu, oublie un détail. Ce vendredi, et pour une durée indéterminée, ce n'est plus l'imam Ismail qui prêche, mais – « Wesh ! c'est qui ? » – Omar, un remplaçant.

Car lundi 9, Smaïn Bendjilali – par ailleurs poursuivi pour apologie du terrorisme – s'est retiré. Et dans les règles de

l'art, s'il vous plaît. Le prédicateur a en effet supprimé les vidéos « formatiques » des réseaux sociaux et s'est inscrit à une formation à la laïcité. Alors, le monsieur aurait-il changé ? Il ne serait pas celui qu'on croit ? Pas un vilain salafite, plutôt un « imam social ». C'est en tout cas le discours d'Azeddine Aïnouche, imam à la mosquée El-Islah, plus au nord : « Les Bleuets ont cette capacité d'attirer les jeunes. Quand vous avez un quartier gangréné par la drogue, c'est un espace où vous ne trouvez pas seulement du religieux, mais aussi du social, de l'éducatif et du sport », assure-t-il. « Il fait de la sensibilisation sur Instagram », nous garantit même Ali*, un de

se jeunes fidèles, certain qu'il serait « tombé dans le défilé » s'il n'avait pas « rencontré l'islam ».

Pour Nassurdine Haidari, imam réformiste comorien influent à Marseille, « on extrapole souvent le rôle des imams et leur capacité à influencer en bien sur une certaine jeunesse ». En vérité, la star des imams d'Internet attire surtout des jeunes conquis par sa lecture bien rétrograde du Coran. « Laisser la prière islamique est un péché plus grave que tuer une centaine de personnes », prêchait-il en novembre 2022. En 2017, il professait que « l'obtention du paradis pour la femme est conditionnée à l'obéissance envers son époux ».

Surtout, Smaïn Bendjilali a compris comment parler à une jeunesse musulmane qui ne se reconnaît plus dans les valeurs et les lois de la République. « Notre Constitution, c'est le Coran », soutient-il régulièrement, reprenant mot pour mot la devise des Frères musulmans. Et le discours a achevé de convaincre Farid* : « Moi, je pense comme Marine Le Pen : la France, tu l'aimes ou tu la quittes. Donc je vais quitter la France. » Et d'ajouter : « On ne peut pas empêcher les filles de porter le voile à l'école, c'est pas laïque, ça. » Cher recteur, encore une petite place pour la formation à la laïcité ? ●

* Les prénoms des fidèles ont été modifiés.

ENSEIGNEMENT
CATHOLIQUE
La laïcité ne se négocie pas

JEAN-LOUP ADÉNOR

Rappel à toutes fins utiles : le fait, pour un établissement scolaire privé catholique, d'être sous contrat avec l'État ne donne pas seulement droit à de grasses subventions. C'est le principe d'un « contrat » : l'idée, c'est de respecter un certain nombre de règles. Entre autres, l'application du programme pédagogique de l'Éducation nationale et la distinction entre les enseignements culturels – facultatifs, laissés au libre choix de l'élève et dispensés en dehors de l'emploi du temps – et les enseignements scolaires – obligatoires. Peut-être ces principes ont-ils été mal compris par le directeur de l'ensemble scolaire Immaculée Conception-Beau-Frère de Pau ? Christian Espeso, en poste depuis onze ans, a été suspendu par le recteur de Bordeaux mercredi 11 septembre pour des « atteintes à la laïcité ».

Accrochez-vous bien. À l'« Immac », on pratique la bénédiction des cartables à l'eau bénite pour les sixièmes, on censure certains ouvrages du CDI, notamment sur Simone Veil ou Olympe de Gouges, on dispense des cours de catéchisme déguisés sur le temps scolaire, on fait des interrogations écrites sur les miracles, comptant dans la moyenne de l'année. « Il y a aussi des temps de confession organisés sur les heures de cours avec autorisation écrite », nous confirme le syndicat CFDT Enseignement privé du Béarn (FEP-CFDT). En janvier, Espeso a même programmé une conférence très « catho réac » sur le génocide vietnam. Mieux : il a fait venir sur le temps scolaire sa propre petite rock star, l'évêque ultraconservateur Marc Aillet – qui a récemment célébré une messe de réparation après la cérémonie d'ouverture des JO de Paris. Une conférence obligatoire, bien

sûr. « L'Immac, c'est une vitrine pour l'évêché, une vitrine issue d'une convergence de vues entre Aillet et Espeso », poursuit le FEP-CFDT.

Autant d'initiatives que le jargon administratif de l'Éducation nationale qualifie de « non-respect des obligations contractuelles qui lient l'ensemble scolaire [...] à l'État ». À Charlie, on préfère appeler ça du bon vieux prosélytisme à l'ancienne et bien décomplexé. Tout un tas d'éléments inquiétants et manifestement illégaux qui ont conduit plusieurs syndicats à donner l'alerte au recteur. D'où le ramdam dans l'établissement, et cette procédure disciplinaire à l'encontre du directeur et sa sanction. Une suspension pour atteinte à la laïcité « rarissime », nous confirme une source qui connaît le dossier. D'autant qu'elle équivaut, compte tenu de l'âge de Christian Espeso, à une quasi-mise à la retraite, puisqu'il est suspendu trois ans, à 461 ans.

Sans surprise, le directeur et ses avocats ont déposé un recours pour « excès de pouvoir » et un référé-suspension de la décision, estimant, tout en finesse, que la sanction valait une « déclaration de guerre » issue de « l'idéologie gauchiste de quelques-uns ». Christian Espeso considère, de toute façon, que le dossier est « vide, trafiqué et orienté », et se dit, en bon martyr, « sacrifié sur l'autel exploitateur des attaques récurrentes contre l'enseignement privé ». En arrière-plan, l'enseignement catholique s'est étonné de la « sévérité » de la sanction, et le sénateur LR des Pyrénées-Atlantiques, Max Brissou, ex-inspecteur général de l'Éducation nationale et vice-président de la commission éducation au Sénat – rien que ça –, a regretté qu'une autorité académique ait « cédé aux injonctions des syndicats les plus idéologiques, animés d'une vision militante et déformée de ce qu'est la laïcité dans notre pays ».

Bref, une bataille rangée qui fleurit bon le retour de la guerre scolaire. Et la mauvaise foi : « La petite musique actuelle consiste à dire que le caractère propre des écoles confessionnelles prévaut sur le contrat avec l'État. C'est non : c'est le contrat qui cadre les marges de manœuvre de ce caractère propre. Le gouvernement l'a d'ailleurs rappelé tout récemment : les lois de la République sont d'ailleurs », insiste le FEP-CFDT. Celles du Ciel peuvent toujours venir après. ●

MISSION IMPOSSIBLE

Même Draghi ne sauvera pas l'UE



GILLES RAVEAUD

Ce 9 septembre, Super Mario Draghi, ancien président du Conseil italien et ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), sauveur de l'euro en 2012, a rendu son rapport sur la « compétitivité » de l'Union européenne (UE). Mario fait des cauchemars. Pourquoi ? Ben, pardi, tout le monde le sait : notre continent est en train de s'effondrer, pris en tenailles entre la Chine et les États-Unis.

Dans les deux cas, quelle est l'explication ? L'État. Nul besoin d'insister sur son rôle plus que central dans l'empire du milieu. Mais au pays de la Silicon Valley, l'État est aussi au centre. C'est ce qu'a montré Mariana Mazzucato dans son bijou de livre, *L'État entrepreneur. Pour en finir avec l'opposition public-privé* (éd. Fayard, 2020) : derrière Google, Apple et Tesla, il y a Washington. Washington qui n'hésite pas, de plus, à faire condamner les grandes banques françaises comme il le veut, ou qui a obtenu du jour au lendemain de la Suisse la levée de son secret bancaire.

La Chine, les États-Unis, c'est la puissance. L'Union européenne, à l'inverse, s'est construite sur la haine de la puissance – une conséquence possible du nazisme, qui a anéanti chez nos voisins allemands, constructeurs de l'UE, du sol au plafond, un léger désamour envers la chose étatique. En 2003, j'avais dirigé avec mes amis Aurélien Saldi et Damien Sauze un petit livre intitulé *Deux économistes contre le projet de Constitution européenne* (éd. L'Harmattan).

J'étais trop fier, parce que la supercrème des économistes français, comme Bruno Amable, Jean Gadrey, Michel Husson, s'était contribué. Frédéric Lordeau avait intitulé sa contribution « L'Europe concurrentielle, ou la haine de l'État ». Les traités européens sont en effet avant tout des textes de destruction de

la puissance des États, bien plus que de construction de quoi que ce soit. Mais, pour le savoir, encore faut-il les lire, n'est-ce pas ?

L'Union européenne ou la haine de la puissance

Ces textes interdisent toute aide de la part des États aux entreprises, aides qui sont au principe des succès américains et chinois, pays qui gavent leurs innovateurs de subventions, les protègent avec des droits de douane, les aident à conquérir les marchés intérieurs, etc. Comme l'écrivait alors Fred, la « prohibition générale » des aides publiques par l'UE est « l'un des exemples les plus spectaculaires du refus intransigent de reconnaître à l'État la possibilité même d'intervenir dans l'économie selon une logique qui lui soit propre ».

La dévotion de l'État pour le marché aura ainsi interdit la construction de services publics européens. Dans le train, c'était pourtant plus que facile : il suffisait d'harmoniser par le haut les services publics nationaux, bien sûr déjà interconnectés. L'UE a préféré tout casser, en imposant à chaque marché national de « s'ouvrir à la concurrence ». Résultat : la SNCF est devenue obsédée par la baisse des coûts, avec les résultats que nous connaissons.

Mais c'est dans le domaine de l'électricité que l'UE a fait le pire du pire, en créant de toutes pièces un marché absurde, hautement spéculatif, où le prix des électrons est aligné sur celui du... gaz. Oui, oui, Résultat : nos factures ont flambé (lire « Rachel assisté par l'État. Qui mettra fin au faux marché de l'électricité ? », Charlie n° 1670 du 24 juillet 2024). Encore plus fort : l'énergie est aujourd'hui bien plus chère dans l'UE qu'aux États-Unis, et donc les grandes entreprises industrielles, grosses consommatrices de lui, fuient, ou comptent le faire.

Alors Mario peut bien rêver d'un « marché unique des capitaux » qui dirigerait par magie l'énorme épargne européenne vers la tech. Mais les riches bohémiens préféreront toujours alimenter la spéculation immobilière, qui étrange les jeunes. Ceux de la génération 1945 ont tout eu : de super services publics, une forte croissance, et même la dérogation qui a fait chuter le prix des vols en avion où poser leurs fesses fripées. Pour leurs petits enfants, par contre, ça va falloir savoir vivre un peu très peu. Ou alors partir. Les djéunes, la Lozère, vous situez ? ●



FOUS DEDIEU ENFOLE

VALEURS DU SEIGNEUR

UN CONGLOMERAT ISLAMIQUE fondé sur des pratiques en accord avec les valeurs et principes du Coran. Tel est le credo de Gisb, société malaisienne qui gère des supermarchés et des laveries automatiques, mais aussi des foyers pour jeunes en Malaisie. Une opération policière menée dans une vingtaine de ces foyers a permis de « libérer » plus de 400 gamins, filles et garçons de tous âges, totalement traumatisés. Leurs témoignages parlent sans équivoque d'abus physiques, mais aussi, surtout, sexuels. Y compris de la part de religieux. La Fondation Abbé-Pierre tient à faire savoir qu'elle n'a rien à voir là-dedans.

P. Chesnot

FRONT ROYALISTE

LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS législatives qui se sont tenues le 10 septembre dernier en Jordanie est sans appel : il confirme la progression du Front d'action islamiste, la branche locale des Frères musulmans. Un parti boosté par la colère populaire contre la guerre menée par Israël à Gaza, et arrivé en tête des suffrages, avec 30 % des sièges. Ce qui fait de lui le premier parti au Parlement jordanien, sans pour autant pouvoir constituer une majorité, grâce à un « front royaliste » réuni autour des fidèles d'Abdallah II. Pour combien de temps encore ? P. C.

TALIBANS PARTOUT

DES MILLIARDS DE DOLLARS. Selon le think tank britannique Overseas Development Institute (ODI), c'est ce que dépensent les groupes religieux intégristes de tous poils, chrétiens, musulmans et autres, pour essayer d'influencer les cursus scolaires dans les pays dits « en développement ». Si les maths ou la géographie sont peu concernées, les cours portant sur l'éducation sexuelle ou les questions d'homosexualité concentrent par contre les tirs groupés des religieux, qui préparent mettre en avant une éducation beaucoup plus « patriarcale », garante de

valeurs « traditionnelles », voire, pour les plus rétrogrades, uniquement réservée aux garçons, considérés comme supérieurs intellectuellement. P. C.

LE POIL DE TROP

VIOLATION DES PRINCIPES religieux et de l'« dignité personnelle ». C'est ce que dénonce une association sikh canadienne, qui reproche aux soignants d'un hôpital de l'Ontario d'avoir commis l'outrage de couper la barbe d'un Canadien de confession sikh pour une intervention chirurgicale sur sa mâchoire – barbe que, dans cette religion, les hommes sont censés ne jamais couper. « Nous sommes désolés », plaide la direction de l'hôpital, qui promet qu'elle « respecte les libertés et droits religieux de tous les Canadiens ». Au mépris du protocole sanitaire ? P. C.

EXPÉDITIF

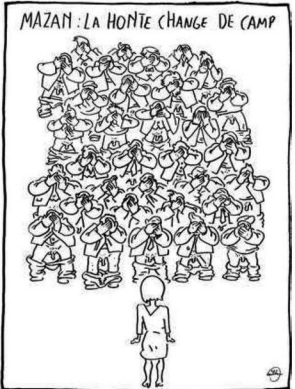
ARRÊTÉ SOUS LA PRESSION de radicaux islamistes pakistanais qui l'accusent d'avoir eu des mots inconvenants envers le Prophète, ce Pakistanais n'a pas pu échapper à la vindicte « populaire » : il a été abattu à bout portant dans le commissariat où il avait été incarcéré par... un officier de police venu lui « rendre visite ». « La justice est trop lente », a justifié un sénateur pro-charia pour exécuter le coupable, placé désormais derrière les barreaux. Avec cependant la quasi-certitude, lui, de pouvoir en sortir rapidement, et vivrait. P. C.

SUCCURSALES

DEPUIS LE 10 DÉCEMBRE 2023, les catholiques identitaires d'Academia Christiana attendent un décret de dissolution annoncé par Gérard Darmanin, qui ne vient pas. Alors le mouvement continue et tiendra sa fête de rentrée en Mayenne début octobre. En prenant une précaution juridique assez futée, au cas où Beauvau se réveillerait : créer des « communautés chrétiennes » par Academia Christiana, une à Paris, l'autre à Toulouse. Des entités indépendantes capables de survivre à l'éventuelle (et improbable, vu la minceur du dossier) disparition de la maison mère. J.-Y. Camus

Monsieur Tout-le-Monde

AFFAIRE DES VIOLS DE MAZAN DOMINIQUE PELICOT TOUJOURS HOSPITALISÉ



PROCÈS PELICOT FAUT-IL INTERDIRE LA PUBLICITÉ AU TRIBUNAL ?



CRÉTINISER DE LA SEMAINE

Totem et Tabite

Le scandale freudien



YANN DIENER

Au cœur de l'été, vous avez peut-être vu le visage de Sigmund Freud affiché sur les kiosques à journaux. Dans son numéro double du 8 au 21 août, L'Express consacre un dossier à une énigme attaque de la psychanalyse. Cette fois, sur la couverture, un montage montrait Freud recevant, un montage montrait Freud recevant une tomate en pleine figure. Dans les pages, les auteurs ressassaient les mêmes reproches, en premier lieu que la psychanalyse ne serait pas évaluable.

C'est bien là le vrai scandale provoqué par Freud des ses premières publications : il y montrait que le savoir est du côté du patient, et non du côté du thérapeute. En décidant de vraiment écouter l'analysant, Freud avait inventé une méthode : le rôle du thérapeute est d'aider le patient à énoncer le savoir intime qu'il a sur son symptôme – un symptôme est justement une écriture de ce savoir, une écriture à déchiffrer, comme Champollion l'a fait avec les hiéroglyphes.

Cette révolution, les experts et les sachsants de tout poil n'ont jamais pu la digérer, encore moins à notre époque où culmine l'arrogance technoscientiste. Dans tous les métiers, les experts de l'expertise consacrent aujourd'hui plus de temps et d'argent à l'évaluation des pratiques qu'aux pratiques elles-mêmes.

Les journalistes de L'Express s'en prennent même à la cofondatrice du jour, Françoise Girod : ils considèrent qu'elle a été « ensorcelée » par Lacan – elle avait osé dire tout le bien de l'analyse qu'elle avait menée avec lui. L'hebdomadaire semble ignorer que le Freud-bashing est un peu passé de mode. Dans un contexte d'écrasement général de la parole par des torrents d'éléments de langage et de jargon

Le besoin d'être écouté sans jugement ni formatage

informatique, nous avons plus que jamais besoin d'être écoutés sans jugement ni formatage. C'est ce que propose la psychanalyse. Et c'est ce qu'a bien montré la série *En thérapie* – pour avoir parlé avec lui, je peux vous dire que Vincent Pomyro, le coscénariste de la première saison, en connaît un rayon sur l'histoire du freudisme. La série a donné à beaucoup de gens l'envie de trouver une adresse thérapeutique ; et puis elle a permis à pas mal d'analystes de se sentir moins seuls dans cette démarche souvent difficile mais toujours surprenante. On voyait même, dès les premiers épisodes de la série, le psy se rendre chez son superviseur, confirmant ainsi qu'il n'est pas détenteur d'un savoir ex cathedra.

À l'heure où les carcasses identitaires s'épaississent, où les étiquettes nosographiques se multiplient jusqu'à l'absurde, je vous conseille la performance de Marco Decorpellada, un artiste qui s'amuse à faire correspondre le *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* et le catalogue des surgelés Picard, qui obéissent tous les deux au même principe de numérotation. Ainsi, quand les psychiatres l'épinglent d'un « 20.0 » = schizophrénie de type paranoïde continue, Marco traduit : « Je suis Deux des deux de cabillaud de Norvège en sachet individuel ». On pourra voir et entendre Marco Decorpellada le 19 septembre prochain, dans la 1^{re} rencontre internationale de Malévoz, dans le très bouillonnant Quartier culturel de cet hôpital psychiatrique pas comme les autres, dans le Valais suisse.

Et puis, pour répondre joyeusement au triste numéro de L'Express, on pourra aussi lire l'excellent roman de Jean-Charles Rosier, *Thérapie sur cintre* (éd. Le Temps des cerises), où l'on suit les aventures surréalistes d'un homme-cintre et d'un certain Sigmund Fraud*, toujours écrit entre guillemets. ■

1. La psychiatrie est littérature, les 19 et 20 septembre 2024, Quartier culturel de Malévoz, Monthey, Suisse (malevozculturel.ch).



POUR DES JO QUI DURENT MILLE ANS

ANNE HIDALGO, toujours en mode vibrant : « C'est des symboles, ces anneaux. Ces symboles doivent rester sur la tour Eiffel. [...] On peut peut-être accomplir la performance de ne pas retomber dans des polémiques débilés, quoi » (RTL, 9/9). Et si on utilisait les anneaux comme ralentisseurs sur la périphérie et qu'on limitait la vitesse de l'ascenseur de la tour Eiffel à 50 km/h ?

ÉLYSÉE COMEDY CLUB

EMMANUEL MACRON, cousin pèteur : « Le peuple aujourd'hui souverain s'exprime par le suffrage qu'il faut toujours prendre en compte parce que c'est le fait premier en toute démocratie » (France Info, 11/9). Pourquoi faire une si longue phrase alors qu'un bras d'honnête suffirait ?

LETTRÉ DE MOTIVATION

SÉGOLÈNE ROYAL, bénévolette multiléchée, a proposé de Michel Barnier : « S'il cherche à faire un gouvernement d'union républicaine, c'est une bonne chose, et si j'amène je suis contactée, je regarderai [...] sans sectarisme » (BFMTV, 10/9). Ce qui est assez fair-play pour quelqu'un qui, la semaine dernière, s'autonomait Première ministre.



FREE PALESTINE

SÉBASTIEN DELOGU, député LFI des Bouches-du-Rhône, interrogé sur Philippe Pétain : « Je n'ai pas vu ce qu'il a écrit, mais je ne connais pas tellement l'Histoire, j'apprends aussi. J'ai entendu parler de lui, je sais qu'apparemment c'est un raciste » (Sud Radio, 12/9). Après, il avait des bons côtés, il n'aimait pas trop les Juifs.

L214

DONALD TRUMP, Sébastien Delogu roux : « Ce qu'ils ont fait à notre pays en permettant à ces millions de personnes d'envahir notre pays. Regardez ce qui s'est passé dans les petites villes partout aux États-Unis. À Springfield, ils mangent des chiens, ils mangent des chats. Les gens qui arrivent, ils mangent les animaux de compagnie des habitants » (France Inter, 11/9). Si on ne fait rien, ils vont finir par venir manger nos actrices pornos.

CARTEL DE L'HUMA

FABRIEN ROUSSEL, plaieur : « Je le dis aux consommateurs, chaque ligne de colle est tachée de sang » (Europe 1,

10/9). À force de reprendre les punchlines de Darmanin, il va finir au gouvernement...

LICENCE IV

LE FILS AÎNÉ DE MICHEL BARNIER, au sujet de son père : « Il aime se marner. On peut lui mettre dix fois la scène des Bronzés font du ski, celle où ils boivent de l'eau-de-vie, ça le fait toujours autant rigoler ! » (Paris Match, 12/9). Il faut qu'il fasse rentrer Borloo et Castaner au gouvernement, il va être plié de rire.

LA JAVA DE LAUSANNE

BRUNO LE NOIRE, poète : « Mes chers amis, je pars. Comme dirait Michel Sarroux, je vous aime, mais je pars » (BFMTV, 12/9). Il aura fallu attendre

la fin de son mandat pour que Bruno Le Maire cite un économiste célèbre.

LOTO DU PATRIMOINE

MARLENE SCHIAPPA, groupie : « Je suis fan d'Emily in Paris. J'ai même une notification dans mon agenda pour ne pas rater la deuxième partie. [...] On ne savait pas qu'il allait y avoir Brigitte Macron. Moi, je trouve ça charmant. Moi, je trouve ça Brigitte Macron, c'est quand même une incarnation de la France » (RTL, 11/9). Il faudrait demander à Anne Hidalgo d'accher Brigitte Macron sur la tour Eiffel.

NOS ANCÊTRES LES GOGOLS

LOUIS ALIOT, qui a arrêté les Arabes à Perpignan : « À l'Humanité aussi vous avez des journalistes, cela n'a pas empêché le journal d'être malheureusement au service de l'Allemagne nazie » (TF1, 10/9). Visiblement, il a eu le même prof d'histoire que Delogu.

PROFITEUR DE CRISE

JOHNNY BLANK, romancier et sociologue aux Grandes Gueules : « Quand tu parles aux éboueurs de Paris, ils te disent quoi ? La semaine où on verse les allocations de rentrée scolaire, ils passent leur temps à ramasser des cartons d'écrans plats sur les trottoirs » (RMC, 12/9). Ils me les gardent pour affiner mes bries de Meaux.

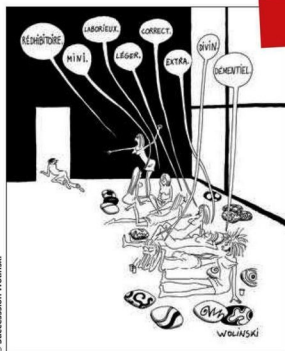
EXPOSITION

Voir Wolinski

EN CETTE ÉPOQUE OÙ L'ON EST SOMMÉ D'AVOIR DES CERTITUDES SUR TOUT, et tout particulièrement sur l'importance qui, comme il est réconfortant de se plonger dans les dessins de Wolinski, où tout n'est souvent qu'incertitude et interrogations mélancoliques. La galerie Huberty & Breyné présente une sélection de 70 planches et dessins, depuis ses premiers travaux de dessinateur virtuose d'inspiration américaine (son adaptation de *La Reine des pommes*, de Chester Himes, publiée dans *Hara-Kiri* mensuel en 1964) à ses grands classiques emblématiques, remplis de jeunes femmes sublimes et rêveuses aux prises avec les questionnements existentiels de phalloscrites amoureux, sans oublier évidemment ses « craboids » politiques, malicieux – mais cruellement lucides – quand ils parlaient de la gauche, Implacables quand ils parlaient de la droite. L'occasion de miser sur le fil de l'âge artistique et intime où l'observation et l'analyse mi-ironiques, mi-amères du monde et de ses habitants – surtout de ses habitantes – s'accompagnent toujours de cette introspection si particulière qui, autant que son trait, constituait une signature reconnaissable entre toutes.

• Jusqu'au 26 octobre, du mardi au samedi (11 heures à 19 heures), à la galerie Huberty & Breyné, 36, av. Matignon, Paris 8^e.

G. Biard



TEST AURIEZ-VOUS PU ENTRER DANS LE GOUVERNEMENT BARNIER ?

LES TRANSITIONS ONT PRIÉ FIN ET VOTRE TÉLÉPHONE N'A PAS SONNÉ. AURIEZ-VOUS PU OCCUPER UN MINISTÈRE ? VOICI UN TEST POUR NE PAS AVOIR DE REGRETS.

VIE DES IDÉES

QU'ONT EN COMMUN CES TROIS CÉLÉBRITÉS BIEN FRANÇAISES ?



JUSTICE SOCIALE

LEQUEL DE CES TRAVAILLEURS PEUT PRENDRE SA RETRAITE ?



ÉDUCATION

LEQUEL DE CES OBJETS PÉDAGOGIQUES PEUT REMPLACER UN PROF ABSENT ?



LIFESTYLE

POUR PASSER L'HIVER AU CHAUD, QUE CHOISISSEZ-VOUS ?



Dans le jacuzzi des ondes

L'enfer, c'est du réchauffé



PHILIPPE LANÇON

Rodin n'a jamais vu la Porte de l'Enfer, qu'il avait mis tant d'années à sculpter. Il est mort avant d'avoir l'ensemble soit fondue. Il existe sur terre des tas de cavités souterraines, petites ou grandes, que les gens baptisent ainsi. Porte de l'enfer, trou de l'enfer, gouffre est un trou sombre au fond duquel se trouve un mystère, ou peut-être rien. Plus le trou est profond, plus il paraît menacer les héros qui l'explorent. À l'entrée, il est toujours plus ou moins écrit ce que Dante a (mais d'abord écrit) au-dessus de sa porte de l'Enfer, celle qui a justement inspiré Rodin : « Par moi on va dans la cité dolente, / par moi on va dans l'éternelle douleur, / par moi on va parmi la gent perdue. [...] Avant moi rien n'a jamais été créé / qui ne soit éternel, et moi je dure éternellement. / Vous qui entrez ici laissez toute espérance. » La plupart des enfants aiment cette frayeur annoncée, cette leçon de ténérances. La plupart des adultes ne sont plus assez curieux, ni assez libres, pour jouer aux explorateurs et remonter à toute espérance. Ces jours-ci, tandis que brûle l'Amazonie, les incendies réduisant telle la tuberculose les capacités pulmonaires de l'humanité entière, on apprend que dans le nord-est de la Sibérie, chez les lakoutes, une « porte des enfers » ne cesse de s'élargir et se creuser. Large de 1 km, d'une profondeur de plus de 100 m, elle a triple de taille en trente ans. Elle est due, comme les feux des terres tropicales, au réchauffement climatique, comme eux elle contribue à l'accroître : l'effet rejoint la cause, ce qui est peut-être une définition du cercle de l'enfer. Les géographes l'appellent le cratère de Batagay. Il a la forme d'une raie. Vu du ciel, il peut faire fuir les plongeurs, pour qui la vision d'une raie manta conduit souvent à une forme de pous-sance. Il est apparu dans les années 1960.

De la mort congelée en masse

Sa naissance et sa croissance sont dues à la fonte du permafrost, cette couche de terre jusqu'à perpétuellement glacée. Comme un congélateur dans un film d'horreur, le permafrost conserve un nombre incalculable de carcasses et de cadavres. S'il y a bien compris, la vie de ce cratère ressemble en partie à celle des falaises mangées par l'érosion ou à celle des fossés que creusent les enfants dans un sable insuffisamment humide : les bords ne cessent de s'effondrer et, en s'effondrant, élargissent le fossé. En partie seulement : sous terre, tout est friable, et les parois de la « porte des enfers » creusent en s'effritant. « Dans un commerce, c'est morte quand le fonds fond, poli aux pieds », chantait Boby Lapointe. Dans la nature aussi, poli à ce qui reste de démocratie. D'où la question enfantine : quel enfer finira-t-on par trouver au fond du trou ?

Réponse : ce qui se trouve sous un savant fou, le jet de balle d'un puits de pétrole. Tout en regardant ailleurs, vers le bleu du ciel rempli d'avions et de satellites. Ou en songeant au P. Otto Lidenbrock, qui dans le roman de Jules Verne rejoint le centre de la Terre, son lac et ses monstres. Mais Lidenbrock et son neveu s'en sortent : en 1864, quand le livre fut publié, la vie n'était ni drôle ni confortable, mais l'humanité occidentale croyait dans le progrès, en son avenir. La « porte des enfers » n'existait pas, sauf dans un roman d'Alexandre Dumas qui porte à peu près ce titre. La Sibérie était celle des romans et récits d'explorateurs russes : nature puissante, merveilleuse, indifférente, dangereuse, où l'homme n'avait pas encore la première règle : celui qui finit, comme dans les mauvais films, par éliminer tous les autres.

Si l'on oublie un moment l'angoisse climatique, il est toutefois possible d'aimer ce trou qui grandit comme un poète peignant sa métaphore. Ces organismes vivants qui vont ressurgir et pourrir, dirait-on pas des vieux souvenirs intimes ou généalogiques qui, lorsqu'ils remontent, en se décomposant, envahissent et infectent la conscience des individus, des familles, des communautés, des pays qui les avaient mis au frigo ? Il n'y a pas à creuser bien loin pour être en enfer. Il suffit de réchauffer la surface, de perdre toute espérance, et puis d'attendre.

Cette chronique a été écrite pendant qu'il gélait sur Paris. ●

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

QUI EST AU FOND VLADIMIR POUTINE ?



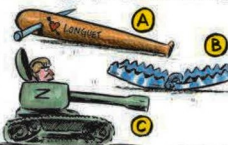
BIEN-ÊTRE

UN DES PRODUITS EST MALVAIS POUR LA SANTÉ. LEQUEL ?



INSÉCURITÉ

QUEL OUTIL CHOISIR CONTRE LES INTRUSIONS DE MIGRANTS DANS LE SARDIN ?



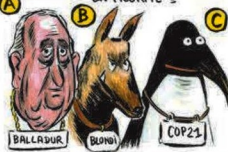
MOBILITÉ

QUEL PANNEAU INSTALLER SUR LE PÉRIPHÉRIQUE ?



ÉCOLOGIE

QUELLE ESPÈCE SAUVERIEZ-VOUS EN PRIORITÉ ?



RÉSULTATS

MAXIMUM DE A : VOUS ÊTES DÉROULEMENT CENTRISTE ET AVEZ DES SOUHAITS QU'IL Y AIT PLUS DE MIGRANTS EN FRANCE. VOTRE PRÉFÉRENCE POUR LA FRANCE SERA LA MÊME QUE LA FRANCE.

MAXIMUM DE B : VOUS PRÉFÉREZ LA FRANCE. VOUS PRÉFÉREZ LA FRANCE. VOUS PRÉFÉREZ LA FRANCE.

MAXIMUM DE C : VOUS ÊTES DÉROULEMENT CENTRISTE ET AVEZ DES SOUHAITS QU'IL Y AIT PLUS DE MIGRANTS EN FRANCE. VOTRE PRÉFÉRENCE POUR LA FRANCE SERA LA MÊME QUE LA FRANCE.





SAINT-NAZAIRE

Aux Chantiers de l'Atlantique, à la recherche de la classe ouvrière

Charlie Reporter



COLINE RENAULT

Au chantier naval de Saint-Nazaire, dans la Loire-Atlantique, un système complexe d'externalisation et de sous-traitance vient fragmenter la classe ouvrière, anéantissant dans le même temps la capacité à protéger les ouvriers, notamment les travailleurs détachés.

Vision anachronique. Deux vendeurs à la sauvette tentent d'écouler leur stock de journaux *Loire-ouvrière*. L'un porte une chemise à carreaux, l'autre une casquette garçoche. En arrière-plan, les Chantiers de l'Atlantique déploient leurs pinces de fonte au-dessus des immenses silhouettes des cargos en construction. Des insectes géants et mécaniques s'affairent autour des carcasses d'acier. Ciel blanc, lumière métallique, mille nuances de gris suspendues aux colosses des mers qui, pièce par pièce, soudure par soudure, prennent forme dans les bassins. À leurs pieds, des ombres fatiguées finissent leur journée. Elles passent le tourniquet du chantier, doublent sans rien dire les vendeurs syndicalistes et grimpent dans des camionnettes qui s'éloignent en silence. Nous tentons d'échanger avec certaines d'entre elles. Échec. Le militant, un retraité des Chantiers, soupire. « Je ne vends que cinq ou six journaux

par semaine. Aujourd'hui, la plupart des travailleurs ne parlent pas français. Il est plus difficile de les atteindre et de les défendre. Il n'y a plus de collectif ouvrier. » Et pourtant, il est toujours là. « Parce que c'est ma vie, ici ! »

Que reste-t-il de cette classe ouvrière qui écrit depuis un siècle et demi l'histoire de Saint-Nazaire ? Les Chantiers de l'Atlantique, renommés STX France entre 2008 et 2018, avant de reprendre leur nom historique au moment de leur rachat par l'État, en 2018, jouxtent la ville et définissent depuis 1862 son identité. Mais il y a vingt ans, l'arrivée de travailleurs étrangers, qui trahit un complexe système d'externalisation et de sous-traitance du chantier, a changé le visage de Saint-Nazaire et, surtout, la façon dont fonctionne l'entreprise et dont sont protégés ses salariés. En même temps que la conscience de classe, c'est toute une conception du travail qui s'écroule. Pour comprendre l'ampleur des transformations, nous partons à la recherche de ces travailleurs, qui s'expriment assez peu sur les réalités d'une industrie qui, en deux décennies, s'est métamorphosée. Une représentante syndicale nous avait prévenu : « Il y a une grande méfiance à s'exprimer sur la vie au chantier, surtout pour les travailleurs étrangers. » S'il est aisé de s'entretenir avec les techniciens ou les cadres, les ouvriers, eux, restent difficiles à approcher, par pudeur, par défiance surtout.

Avenue de Penhoët, dans le quartier du même nom autrefois ouvrier, seuls quelques travailleurs partagent une bière près de la supérette. Ils sont croates, refusent la conversation. Sur les photos en noir et blanc que Géraldine Joigneault étale sur une table de bois, une foule dense défile pourtant sur l'avenue. Cette gérante de chandises d'hôtes passionnée d'histoire s'efforce à nous faire comprendre à quoi ressemblait autrefois le quartier. Il y a cent ans, le son de la corne rythmait les journées du faubourg. Une masse de salariés quittait comme un seul homme l'entreprise pour rejoindre les quelque 80 troquets qui grouillaient de monde à l'heure de la « débauche ». Café des Baléares, Café des navigateurs, Café des voyageurs. Leurs noms avaient un goût d'ailleurs, comme ces immenses transatlantiques qui partaient de Saint-Nazaire pour l'autre monde : le *Normandie* puis le *France*. Les ouvriers se couchaient et se réveillaient ici dans des pensions, dont le fameux « hôtel des célibataires », coincé entre un dancing et un bordel. Après la Seconde Guerre mondiale, quand des

ouvriers américains ont débarqué dans le cadre du plan Marshall, on a même renommé l'avenue « Chicago Street ». Difficile à imaginer. Le quartier n'est plus très fréquenté et, paraît-il, malfamé. L'alcool a cédé la place à la drogue. Un point de deal a élu domicile quelques mètres plus loin. Ici, l'an dernier, le fils d'un restaurateur a été tué à coups de couteau après avoir demandé aux trafiquants de déguerpir. « La drogue a changé la configuration de Penhoët », explique Jean-Marc Allain, l' élu de quartier. Elle a porté un coup à la gentrification du quartier. Les travailleurs détachés sont seuls, ils gagnent de l'argent, c'est une clientèle facile. »

QUE S'EST-IL PASSÉ ? COMMENT LE DÉCLASSEMENT A-T-IL PU GAGNER la frénésie du quartier ? Pour trouver des témoignages de ce monde perdu, il faut se tourner vers les travailleurs à la retraite. Marc Ménager, un ancien syndicaliste CFDT, est entré au chantier naval en 1975. Il a alors à peine 20 ans, vient de se faire virer de son précédent travail et a trouvé par inadvertance un poste de préparateur de tôle. Il restera dans l'entreprise le reste de sa vie. C'était un autre temps, où l'on commençait la journée en dépliant un journal sur la table pour commenter l'actualité, jusqu'à ce que le coup de corne sonne l'heure de l'embauche. L'entreprise, via ses structures syndicales, organisait tous les pans de la vie, jusqu'aux loisirs et à la culture. Le Centre de culture populaire possédait une bibliothèque et proposait des concerts. Les syndicats programmaient des week-ends à la neige. Le chantier employait alors plus de 10 000 personnes, des Bretons, des Italiens, mais surtout des Briérons, les habitants de l'arrière-pays local. « On prenait le bus pour aller au travail, se souvient Marc Ménager. Il n'y avait pas de sous-traitance ni d'externalisation, chacun était salarié du chantier, des dames de la cantine au balaieur. Il y avait une activité syndicale incroyable. Chaque bureau avait ses militants. On nous hélaït : "Eh, toi, tu es syndiqué ?" Et puis il y a eu le choc pétrolier. »

Années 1970, crise de la construction navale. La concurrence étrangère est féroce. Deux tiers des chantiers du pays mettent la clé sous la porte. Les écoles intégrées qui assuraient la formation des futurs ouvriers ferment également. « Ça a été un grand choc pour la ville. Jusqu'ici, la réussite, pour un garçon de 14 ans, c'était, comme son père, de passer l'examen et de rentrer au chantier, où on faisait toute sa carrière. Il n'y avait pas d'autre chemin de vie », raconte Michel Mahé, de l'association Armours,



Marc Ménager

qui documente l'histoire ouvrière de Saint-Nazaire, même si, lui, il a échappé au destin familial en devenant instituteur. La ville se détourne de son histoire ouvrière.

En 1986, la construction du paquebot *Sovereign of the Seas* («souverain des mers») inaugure une nouvelle ère. Dans les années 1980, le chantier recommence à produire des bateaux de croisière géants, ce qui relance en partie l'activité. La conjoncture, selon les années, va et vient.

Parmi les embauchés, très peu d'ouvriers : ils sont la variable d'ajustement

sur 11 restaurants, 12 vestiaires et 8 parkings. Le passage aux 35 heures, en novembre 1999, supprime les temps morts qui jusqu'ici favorisait la socialisation du collectif. Les quarts décalés entraînent une fragmentation de la vie ouvrière.

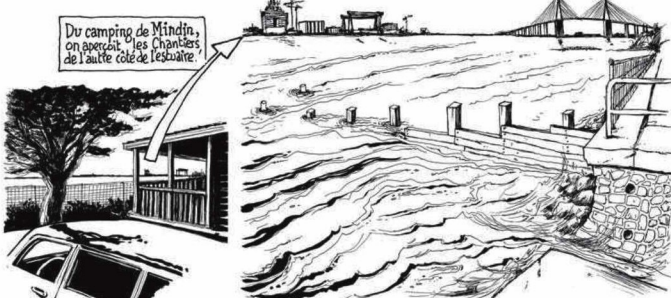
MATHIS ET BENJAMIN VIENNENT DE FINIR LE LEUR, ce mercredi de septembre 2024. Ils font partie des rares ouvriers français. Nous parvenons à engager une courte conversation. Ils ont 21 et 25 ans. Polaire et petite moustache, mains noircies, ils sont intérimaires et opèrent comme soudeurs. Mathis a commencé à travailler aux Chantiers l'an dernier. Le premier jour, il a franchi pour la première fois la passerelle qui mène au cargo en construction. Sous ses pieds, le vide. Devant lui, une immense fourmilière de 9000 personnes qui ressemble davantage à une petite ville qu'à un chantier. Il a répondu aux paroles de son père. «*Si tu ne travailles pas à l'école, tu finiras soudeur*». Il avait raison, lache Mathis. C'est un travail compliqué. L'été, il fait très chaud, et l'hiver, très froid. Tu travailles dans le noir, parfois courbé ou allongé sur le sol. Ce n'est pas un projet de vie : je suis ici parce qu'il y a du travail. Mais dès que possible, je me casse, je trouve un autre emploi, plus simple et plus agréable, dans un atelier par exemple. » Fini les carrières au sein des Chantiers, fini la progression au sein de l'entreprise, il ne s'agit plus du rêve d'une vie, mais d'un boulot comme les autres. Souvent difficile. La pièce la plus longue qu'il a dû souder mesure 64 m. Un calvaire. «*Plus la soudure est longue, plus c'est épuisant*, ajoute Benjamin. La plupart de ces tâches sont effectuées par les ouvriers étrangers qui travaillent sur la coque.

Combien sont-ils aujourd'hui, ces travailleurs dits détachés ? Pas de chiffres officiels, l'entreprise refuse de communiquer. Ils ont été recrutés en masse au tournant des années 2000.

Depuis la fermeture des écoles intégrées à l'entreprise, on manque cruellement de main-d'œuvre qualifiée. Les lycées professionnels ne parviennent pas à combler le manque. Les filières manuelles sont en tension. «*Pour le Queen Mary 2, ils nous ont dit : On a besoin de 300 personnes supplémentaires*», raconte Marc Ménager. Impossible de les trouver. Là-dessus, on nous annonce que 300 Indiens vont arriver pour construire la

ventilation du navire. » Un des premiers combats syndicaux concernant des étrangers. Un des travailleurs qui logeait à La Turballe confie à un local ses conditions de travail : passeport confisqué, deux par poste, nourriture et logement prévus sur le salaire. Les syndicats sont alertés. «*On a réussi à obtenir leurs indemnités*, poursuit-il. Ça a transformé notre combat syndical. On a dû apprendre à communiquer de l'information à des personnes qui ne parlent pas notre langue et qui, surtout, ne viennent pas vers nous pour connaître leurs droits. Ils ne veulent pas qu'on soit regardés, car ils pensent trois ou quatre fois ce qu'ils peuvent obtenir chez eux pour le même travail.

Au quartier général du syndicat Force ouvrière, en plein cœur de Saint-Nazaire, Nathalie Durand-Prinborgne nous reçoit dans une grande salle de conférences, quelque peu



désespérée derrière ses lunettes à la monture épaisse. Deshaïrnie industrielle aux Chantiers, elle a pris la tête de la section syndicale depuis 2014. Le problème, explique-t-elle, est que les Chantiers sont devenus une sorte de Tetrax inextricable : plus de 600 entreprises différentes peuvent travailler sur le montage d'un navire. Parmi elles, des entreprises étrangères qui sous-traitent elles-mêmes à d'autres boîtes, qui recrutent à leur tour des ouvriers dans d'autres pays. Des Indiens aux Russes en passant par les Polonais, les Pakistanais et les Portugais, il y aurait plus de 20 nationalités différentes qui

ouvrent à Saint-Nazaire. «*Il n'y a désormais plus que 4000 embauchés sur des sites qui emploient jusqu'à 12 000 personnes*, analyse-t-elle. Parmi eux, une majorité de cadres et de techniciens, et très peu d'ouvriers. Ces derniers sont la variable d'ajustement. En cas de sous-activité, on les renvoie chez eux. Le problème, c'est que nous n'avons pas la main-d'œuvre compétente. Sans eux, nous ne serions plus en mesure de construire les bateaux. Actuellement, nous avons quatre navires en construction. Ils sont livrés en quatre mois après la commande.

Il y a eu des avancées : la fin du dumping social contraind les entreprises à payer leurs charges sociales en France. Certaines ont réussi à négocier des accords salariaux, et des ouvriers, notamment polonais, bénéficient même d'une mutuelle. Mais cela ne concerne pas tous les travailleurs. «*Comme on ne sait pas exactement combien de personnes il y a sur le site, c'est quasiment impossible d'avoir un regard, admet-elle, désolée. Nous avons déjà vu des salariés passer la barrière à 20 sur le même badge. Les employeurs les déposent par camionnettes et viennent les chercher dès la fin du travail. Ils font des horaires décalés, travaillent parfois le samedi : il est difficile d'entrer en contact avec eux, sans parler de la barrière de la langue.* Comment protéger les ouvriers ? Il y a deux ans, un travailleur détaché s'est blessé durant la journée. Il n'a rien dit. Il est rentré en silence chez lui et est décédé. Nous n'avons pas de contrôle, c'est un sujet quasi tabou. Cela nous interpelle, même si nous savons qu'il contribue aux résultats tels qu'ils sont. Ce que nous demandons, c'est d'avoir un réel regard sur leurs conditions de travail. » Comment, dès lors, quantifier les accidents du travail ? Seuls ceux des salariés sont évalués, et non ceux des sous-traitants.

NOUS TENTONS UNE DERNIÈRE FOIS D'ENTRER EN CONTACT avec ces travailleurs de l'ombre. Si l'on suit, à l'heure de la nuit, les camionnettes blanches et grises qui quittent les parkings des Chantiers, certaines nous mènent au-delà du pont de Saint-Nazaire, à Saint-Brevin-les-Pins. Il est 18 heures. Au camping de Mindin, les travailleurs détachés regagnent leurs bungalows. Chaque allée porte le nom d'un paquebot construit à Saint-Nazaire, ici le *Queen Mary 2*, ici le *France*. Au bout du camping, les eaux de l'embouchure de la Loire scintillent. Autour, la silhouette des Chantiers se découpe sur l'autre rive. Malgré la petite piscine, malgré les quelques pins, le camping baigne dans une drôle d'ambiance industrielle. L'ombre de la construction navale poursuit jusque chez soi et plane sur les heures de repos. C'est ici que nous trouvons Denis, 37 ans. Il est ukrainien, employé par une entreprise polonaise comme installateur, et vit au camping depuis un an et demi. «*L'entreprise paie, je vis dans un bungalow, c'est comme ça, je n'ai pas le choix*», explique-t-il à l'aide de Google Traduction en levant simplement les mains. «*Je reste un mois et demi, et je rentre deux semaines en Pologne, où vit ma famille. C'est difficile. Mes deux enfants me manquent.* » À quoi ressemble donc sa vie ici ? «*Je travaille et, quand je ne travaille pas, je regarde la télévision sur mon téléphone. Je ne parle ni français ni anglais. Je n'ai presque aucun contact avec les autres ouvriers, je ne connais personne ici. De toute façon, je travaille aussi le samedi.* »

À l'accueil, la gérante du camping s'est habituée, depuis ses premiers jours ici, à voir des hommes seuls débâbler dans les allées au téléphone avec leur famille. Elle explique que le tarif, adapté au mois pour les travailleurs, varie selon les saisons de 600 à 1200 euros par mobile home. Les ouvriers partagent parfois à trois ou quatre un seul logement. Ils sont actuellement 36 à vivre au camping de Mindin, leur loyer est réglé par des sociétés portugaises, polonaises et litoniennes. Louer un mobile home, explique-t-elle, est plus simple que de signer un bail pour un appartement. Pas de préavis, conditions de réservation souples, les ouvriers vont et viennent. «*On est même trop souple. J'ai fini par exiger qu'ils préviennent au moins quinze jours avant de partir*», lache-t-elle. Cette variable d'ajustement dont nous parlait Nathalie Durand-Prinborgne, avec des sociétés qui évitent le plus possible l'ancrage de leurs ouvriers sur des sites, pour pouvoir les réquisitionner et les rembarquer à leur guise.

À l'arrière du camping, Tatiana et Vladimir ont tenté de personnaliser leur mobile home avec un joli salon de jardin Ikea agrémenté de quelques pots de fleurs. Le sosie ukrainien lui aussi, a travaillé toute sa vie à l'étranger, en Pologne, en Lituanie. Son entreprise lui a proposé il y a quelques années un contrat en France «*bien payé*», du moins au regard des salaires de son pays d'origine : 1600 euros. Son épouse, tout juste à la retraite, vient de le rejoindre. Ils vivent ensemble pour la première fois de leur vie. «*On aurait aimé une maison pour notre vie commune, mais nous ne trouvons pas de logement ailleurs qu'au camping. C'est trop cher, il y a trop de demandes, soupire Tatiana, qui s'interrompt un instant. Les propriétaires refusent nos candidatures car nous avons un chien. Vous pensez que c'est la vraie raison ?* » Quelques jours après ses retrouvailles, le couple a dû quitter les lieux car la saison touristique commençait. Tous les deux, ils ont vécu dans une maison vétuste avec d'autres travailleurs, les temps de l'été. «*Il fait froid dans le bungalow, c'est orval, mais je n'ai pas le choix, donc je préfère ne pas me poser la question.* » Vladimir, qui jusqu'ici nous tournait ostensiblement le dos, hausse les épaules avant d'entrer dans son mobile home. «*Le travail, c'est le travail. C'est tout.* »



RSS



Charlie Enquête **EPR** Le serpent de mer nucléaire sort du nid



ANTONIO FISCHETTI

Après douze ans de retard, un coût multiplié par six et des dysfonctionnements à la pelle, le réacteur pressurisé européen (EPR) vient d'être mis en service à Flamanville, dans la Manche. Une installation dénoncée par des ONG environnementales, mais aussi par des experts qui n'ont rien de militants écologues... Bref, rien de bien rassurant.

EPR, ça vous dit quelque chose ? Même si vous n'êtes pas branché atomes, vous avez forcément lu ou entendu ces trois lettres. EPR est le petit nom du «réacteur pressurisé européen». Cette machine à fournir de l'électricité nucléaire vient de démarrer à Flamanville, dans le département de la Manche.

Si ce nom ne vous est pas inconnu, c'est sans doute parce que l'EPR était en chantier depuis une vingtaine d'années, et n'a cessé d'être retardé (à tel point que, dans le milieu de l'atome, certains le surnommaient «Encore-Pas-Réalisé»). À la fin des années 1980, après l'accident nucléaire de Three Mile Island et la catastrophe de Tchernobyl, l'industrie nucléaire s'est mis en tête de concevoir un réacteur plus sûr et plus performant que les précédents. De là est né l'EPR : une technologie très classique, mais soi-disant améliorée sur plein d'aspects. Aujourd'hui, on peut toutefois en douter.

La première caractéristique de l'EPR, c'est le retard de livraison. Pas moins de douze ans, vu que le projet a été lancé en 1992, et qu'il devait démarrer en 2007 pour fournir de l'électricité en 2012. Deuxième record : la facture. Initialement estimée entre 3 et 4 milliards d'euros par les VRP de l'atome, elle est aujourd'hui évaluée à 19 milliards par la Cour des comptes.

Pourquoi une telle explosion du budget ? D'après Yannick Rousselet, expert en sûreté nucléaire pour Greenpeace, il y a d'abord une entorse financière :

Socle de béton fissuré, soudures défectueuses, métaux mal façonnés... Pourquoi tant de pépins ?

«Le coût a été calculé sur des fabrications en série. Et il a été volontairement sous-estimé pour vendre l'EPR aux clients étrangers. Par exemple, EDF disait qu'il y aurait 2 400 employés au plus fort du chantier, alors qu'il y en a eu entre 3 000 et 4 000 en permanence...» Malgré cette esbroufe de marchand de tapis, l'EPR n'a pas trouvé beaucoup d'acheteurs : pas plus de quatre aujourd'hui dans le monde (un en Chine, un en Finlande et deux au Royaume-Uni).

Mais le plus gros souci de ce réacteur est la série de problèmes techniques qui n'ont cessé de ponctuer l'évolution du chantier : socle de béton fissuré, soudures défectueuses, métaux mal façonnés... Il faudrait des pages pour les énumérer tous. Pourquoi tant de pépins ?

Yannick Rousselet reconnaît une circonstance atténuante aux ingénieurs nucléaires : «Cela faisait longtemps qu'ils n'avaient pas construit de réacteur...» Il est vrai que la dernière centrale nucléaire française a été terminée en 1994. Les spécialistes d'alors sont morts ou à la retraite, et, dans le nucléaire comme partout, il y a des savoir-faire qui se perdent. Ce déficit de compétences est aggravé par un recours toujours plus important à la sous-traitance, poursuit l'expert de Greenpeace : «Sur le chantier de l'EPR, il y avait des entreprises venues de 18 nations, avec des cascades de sous-traitants... Des sous-traitants qui eux-mêmes font appel à des sous-traitants... Des responsables qui se diluent, et plus grand monde pour maîtriser l'ensemble de la chaîne.

Ajoutez à cela un problème de compétences. Même une technologie hypermoderne comme le nucléaire doit faire appel à de vieux métiers traditionnels : maçons, soudeurs... Or il est bien connu, désindustrialisation oblige, que la qualité est en chute libre dans ces secteurs. Il est déjà difficile

de trouver de bons artisans pour couler une dalle ou forger une rambarde dans un pavillon de banlieue, alors, imaginez dans le nucléaire, où ces mêmes travaux doivent être infiniment plus soignés. Yannick Rousselet rapporte que «dès les premiers surassements, des cailloux volaient sur les réacteurs voisins. Ils ne savaient pas travailler le béton. Ensuite, les soudures étaient catastrophiques, une sur deux lâchait. Il y a aussi une perte de compétence dans le management et l'ingénierie, avec des responsables qui n'ont pas toujours été capables de superviser correctement».

Le plus grave, c'est que les défauts impactent l'élément le plus sensible du réacteur : la cuve. C'est dans cette marmitte d'environ 11 m de diamètre et surmontée d'un couvercle que se produisent les réactions nucléaires. Or la cuve de l'EPR a été mal façonnée. Il y a eu un excès de carbone dans l'alliage métallique, grave défaut dont on sait qu'il peut augmenter le risque de fissures. C'est déjà très gênant pour une simple Cocotte-Minute, ça l'est infiniment plus pour un récipient de produits radioactifs. Le bon sens imposerait de refabriquer entièrement la cuve. Mais les autorités nucléaires ont simplement décidé d'augmenter la fréquence des contrôles. Le couvercle, lui aussi potentiellement défectueux, est plus facile à mouler : il sera donc changé dans un an. Ce qui n'est guère mieux, car une fois irradié, il rejoindra le très encombrant stock de déchets nucléaires : cela aurait été évité en le remplaçant avant sa mise en fonction. Pire encore, pour cacher ces défauts de fabrication, des documents auraient été falsifiés par les sous-traitants (une enquête de l'Autorité de sûreté nucléaire [ASN] est en cours). Pas très rassurant, tout ça. Surtout quand on sait que d'autres EPR ont, eux aussi, cumulé les problèmes – notamment celui de Taishan, en Chine, où des fuites de gaz radioactifs se sont produites.

Cela nous amène à la question de la sécurité. Vous avez peut-être vu en film de 1979, *Le Syndrome chinois*. Il raconte un accident dans une centrale, dont le cœur nucléaire en fusion s'enfonce de plus en plus dans la croûte terrestre. C'est du cinéma, certes, mais pas seulement. Même sans aller jusqu'en Chine, la matière nucléaire fonde pourrait effectivement s'enfoncer profondément dans le sol. Pour éviter ça, l'EPR de Flamanville a été doté d'un «cendrier». En pratique, il s'agit d'un réservoir en fonte qui, en cas d'accident, récupérerait le combustible nucléaire liquide. Malgré tout, pas de quoi rassurer Yannick Rousselet, pour qui ce prétendu garde-fou «est un modèle théorique qui n'a jamais été testé en grandeur réelle, et rien ne prouve qu'il fonctionnerait dans la pratique».

Ce qui fait dire à Greenpeace que l'EPR est le réacteur «le plus dangereux au monde». En plus de tous ces défauts, l'ONG s'inquiète de la puissance du bidule : avec 1 650 mégawatts électriques (MWe), ce sera le plus puissant réacteur français. Le choix d'une telle puissance aurait des motivations économiques, vu qu'il revient moins cher de fabriquer un gros réacteur que deux petits. L'ennui est qu'en cas d'accident la facture est au contraire bien plus élevée, à en croire Yannick Rousselet, «car plus la quantité de matière nucléaire est grande, plus le risque est important. Et l'EPR contient deux fois plus de matière nucléaire que Tchernobyl, et une fois et demie plus que Fukushima».

On pourrait se dire que Greenpeace est dans son rôle. Sauf que les antinucléaires ne sont pas les seuls à critiquer l'EPR. Prenons Jean-Martin Folz. Cet ancien

P-DG de PSA Peugeot Citroën n'a rien d'un militant écologiste. Et pourtant, dans le rapport sur l'EPR qu'il rédige en 2019, à la demande du gouvernement, il n'hésite pas à dénoncer une «estimation initiale irréaliste» et à conclure que «la construction de l'EPR de Flamanville aura accumulé tant de surcoûts et de délais qu'elle ne peut être considérée que comme un échec pour EDF».

On peut également citer Henri Proglito. Il est encore moins soupçonnable de sympathies antinucléaires, puisqu'il a dirigé EDF. Ça ne l'empêche pas, dans un exposé devant les députés, en 2022, de qualifier l'EPR d'«engin trop compliqué, quasi inconstructible» dont la construction est «totalement à revoir».

Malgré tant de critiques et de déboires, ce réacteur vient de démarrer. Certes, à petit feu. Actuellement, il fonctionne à 0,2 % de sa puissance. À l'issue d'un allumage progressif, c'est à la fin de l'automne qu'il devrait fournir de l'électricité. Les opposants aimeraient bien ne pas en arriver là. En juillet dernier, cinq associations ont en effet déposé un recours devant le Conseil d'État pour contester la mise en service de l'EPR. Mais la justice fait la sourde oreille.

Pour Yannick Rousselet, les déconvenues de ce serpent de mer nucléaire illustrent les problèmes plus généraux de la filière : «Dans toutes les autres industries, plus on produit, plus le délai de fabrication est court, et moins cela coûte cher. Avec le nucléaire, c'est l'inverse, car à chaque nouvelle création de centrale, on augmente les coûts de production et les délais...» L'EPR devait être le réacteur du xxr siècle. Pour l'instant, il montre surtout que le nucléaire reste cher et dangereux. C'est bon à rappeler, face au discours dominant qui voudrait nous le présenter comme une énergie «propre», et dont les utilisateurs de trottoir et de vélo électrique se réjouissent bêtement en oubliant les emmerdes qu'elle génère. ●



Une bouffée d'oxygène

LA CHINE DÉVORE l'Afrique à pleines dents



FABRICE NICOLINO

Commençons par une volée d'évidences : la Chine n'a pas les moyens matériels, énergétiques, écologiques de sa démesure. Quelques centaines de millions d'habitants – sur 1,4 milliard – vivent déjà comme nous, et gaspillent comme nous des ressources devenues rares. Le Parti communiste chinois veut accélérer encore, or la Chine « doit nourrir 18,3 % de la population mondiale sur 8,5 % de la surface arable du globe ; ses ressources en eau [...] ne représentent que 6,5 % du total disponible de la planète. »

C'est impossible, sauf si l'on se transforme en une nation impérialiste, comme l'ont été ou le sont les États-Unis, la France, l'Angleterre, tant d'autres. La Chine doit donc piller le monde entier. Et ça marche, puisque ce dernier s'est déjà couché devant le grand défilé chinois appelé « nouvelle route de la soie ». Lancée en 2013, cette révolution consiste à construire une infinité de ports et aéroports, de routes et autoroutes, de lignes ferroviaires, de ponts et de canaux. Les travaux concerneraient au total 4,4 milliards d'habitants. On parle de 1 000 milliards d'investissements, mais gageons qu'à l'arrivée, si l'on y parvient, le chiffre aura été multiplié.

Un tiers des grands singes sont menacés de mort

Quoi de neuf ? En Afrique, la Chine dépasse le niveau de criminalité de la défunte Françafrique, cette mafieuse domination française imaginée sous de Gaulle. Il y a quelques jours s'achevait à Pékin le Forum sur la coopération sino-africaine (Focaa), en présence d'une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement venus glaner leurs pourboires. Et ils les ont obtenus. La Chine a promis 50 milliards de dollars, l'invitation d'un millier de personnalités en Chine pour des programmes sur « l'édification des partis et la gouvernance d'État », ainsi que 60 000 places dans des instituts de formation professionnelle. La Chine est en train de fabriquer des classes dirigeantes à son service. De quoi plaire aux armées de kleptocrates qui se partagent le pouvoir de l'Afrique du Sud au Nigeria, en passant par le Mali, le Kenya, les deux Congo.

Parallèlement se tenait à Abidjan (Côte d'Ivoire) la 10^e session extraordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (Amcen), officiellement consacrée à la dégradation des terres et au changement climatique. Bien entendu, il s'agit d'un simulacre, car selon l'ONU, 65 % des

terres d'Afrique sont dégradées et menacent 400 millions d'Africains¹. L'Amcen, créée en 1985, n'a jamais fait que cautionner la destruction des écosystèmes. Parmi ses priorités affichées, pourtant, on lit sans étonnement qu'il s'agit « d'améliorer les opportunités de restauration des écosystèmes », et, pour cela, de « forger des partenariats et des synergies ». Avec les multinationales chinoises ? Cela n'est pas exclu.

Une étude sur le sort des grands singes d'Afrique, nos frères si proches, montre clairement ce qui est en train de se passer². Près de 180 000 gorilles, chimpanzés et bonobos – plus d'un tiers de tous les grands singes d'Afrique – sont menacés de mort par l'exploitation de nouvelles mines destinées à ce qu'ils appellent la « transition énergétique ». Pour nos immenses téléphones portables et autres bimbeloteries, dont les éoliennes et les baignoires électriques. La Chine est comme il se doit au premier rang mondial de l'exploitation des mines africaines, précédant de peu nos propres monstres.

En République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), les entreprises minières chinoises sont partout où l'on produit – massivement – du cuivre, du molybdène, du cobalt, métaux essentiels à la numérisation totale des activités humaines. La Chine contrôle ainsi 15 des 19 mines de cobalt, composant des batteries au lithium. Il va de soi que l'ensemble est une catastrophe dont nous ne souhaitons surtout pas avoir la moindre idée³. En vingt-cinq ans, les conflits en RDC ont provoqué « plus de 10 millions de morts »⁴, 500 000 femmes ont été violées. Et l'arrière-plan ne fait aucun doute : l'appât du gain et le contrôle des mines. Dans le silence de sociétés complices. Dont la nôtre. Trente ans après le génocide rwandais. ●

1. tinyurl.com/mhth5k2
2. tinyurl.com/3futm424
3. tinyurl.com/3f66fuk (en anglais).
4. tinyurl.com/4ruk7a33
5. tinyurl.com/4kapyen9

LA CHINE EN VOLEUSE de forêts et de poissons

C'est un ancien ambassadeur français, Eugène Berg, qui l'écrit : « Le total des prêts octroyés par la Chine aux pays subsahariens entre 2003 et 2019 s'est élevé à 131 milliards de dollars [...] En 2021, les entreprises chinoises publiques ou privées sont présentes dans tous les domaines, de l'exploitation forestière à la banque en passant par l'énergie. »

Commençons par ce qu'on appelle l'accaparement des terres. Un vol pur et simple. Entre 2010 et 2020, 7,3 millions d'hectares auraient changé de mains – location ou achat – en Afrique subsaharienne. La Chine, mais les chiffres sont

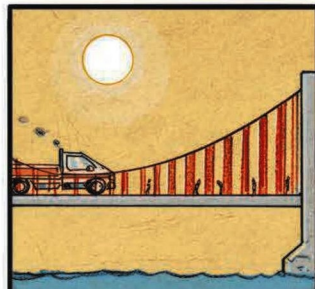
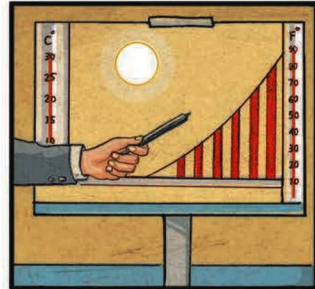
On est en face d'un immense trafic illégal de bois

peu fiables, possèderait désormais 1 million d'hectares en Afrique. Et au plan mondial, entre 2011 et 2020, ce pays a « acheté » 6,48 millions d'hectares de terres. Commentaire du très libéral journal japonais *YiKai Asia* : « Si la Chine achète primitivement des terres à l'étranger, c'est pour pouvoir répondre à l'augmentation de la demande intérieure [...] Détenir des terres à l'étranger garantit à ces grands groupes un accès à des ressources naturelles, au moment même où elles s'épuisent dans le monde entier⁵. »

Les forêts ? De nombreux chiffres circulent, très difficiles à recouper, car l'on est en face d'un immense trafic de bois, illégal, à destination de la Chine. Cette dernière pourrait importer du continent 75 % du bois coupé chaque année, devantant des pays entiers, comme le Cameroun, les deux Congo, le Mozambique. Pour des raisons apparemment « culturelles », le bois de rose est très recherché en Chine, et ses importations venues d'Afrique ont augmenté de... 700 % depuis 2010. Principales cibles : le Ghana, le Gabon, le Cameroun, le Mozambique et la Zambie.

Encore un mot sur les marins. La Chine les vide sans encurer la moindre sanction ! L'exemple du Ghana vaut pour tous les autres : les bateaux chinois, outre qu'ils pêchent illégalement dans des zones protégées, font vivre un enfer à leurs équipages. Car les marins sont ghanéens, bien sûr. Plus de 90 % des chalutiers industriels au large du Ghana sont chinois.

« Selon les experts, le changement climatique peut faire « sécher les ponts comme des jeux de construction ». La chaleur extrême et les inondations accélèrent leur détérioration, ce qui constitue une menace discrète mais croissante, d'après les ingénieurs. »
The New York Times, 2/9/24.



Quand la Chine entube Vinci en beauté

Vinci. Notre Vinci, groupe abominable présent dans plus de 100 pays, qui pèse 50 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Le groupe communique bien se gonfler un peu plus avec l'aéroport de Notre-Dame-Landes, projet abandonné comme l'on sait. Mais Vinci a de la ressource et croyait avoir trouvé un milliardème marché en Afrique : la construction d'une autoroute reliant Nairobi (Kenya) et Malaba (Ouganda). D'un montant d'environ 1,3 milliard d'euros, le projet doit transformer la route principale existante en une autoroute à 2 x 2 voies sur 175 km, payante. En octobre 2020, c'était fait. Champagne pour les voyous. Mais patras. En septembre 2022, William Ruto devient le nouveau président du Kenya. C'est un businessman, et il le prouve, en pondant une loi de finances qui prévoit, entre

autres, une taxe de 16 % sur le pain. En juin, émeutes à Nairobi, la capitale, où le Parlement est envahi. Ce n'est pas tout. Pour des raisons fausement mystérieuses, Ruto revient sur le contrat signé avec Vinci, et le réfute à son nouveau grand ami : China Communications Construction Company. Ce groupe chinois d'État, contrôlé par le Parti communiste, a environ 137 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Au cours d'une rencontre avec le président chinois, Xi Jinping, à Pékin, Ruto a chaudement félicité la Chine pour « la nouvelle route de la soie », sa merveilleuse initiative (voir article principal), jurant « qu'elle a aidé le Kenya à développer des infrastructures de transport ». Sans compter les pots-de-vin. F.N.

1. tinyurl.com/yj8by4kp (en anglais).

1. tinyurl.com/4uhen69
2. tinyurl.com/2y8hxcxm
3. tinyurl.com/y9ewcd8f (en anglais).

Qu'avez-vous vu, monsieur Haenel ?

Tous à Orsay !



YANNICK HAENEL

Ce n'est pas tous les jours que des artistes exposent directement dans la musee : cet unique jour de gloire arrive, il aura bel et bien lieu en France, à Paris, en l'occurrence au musée d'Orsay, le 19 septembre. Cet événement s'appelle précisément « Le Jour des peintres ». Il aura lieu, je le répète, le jeudi 19 septembre, et j'aimerais carrément le clamer sur la place publique, l'annoncer avec éclat, panache et roulement de tambour. Si j'insiste sur la date c'est qu'elle demeurera unique, il n'y aura pas de prolongation, ce sera le jeudi 19 septembre et uniquement le jeudi 19 septembre. De 14 heures à 21h30, vous pourrez ainsi voir, pour le prix d'une entrée qui vous donnera droit au musée tout entier, 80 œuvres de peintres contemporains français, j'ai bien dit 80. Et si vous venez à partir de 18 heures, cela ne vous coûtera que 10 euros. Voyez comme je fais l'article, comme j'essaie d'être clair, pratique, convaincant : vous sentez, j'espère, comme j'ai envie que vous veniez le 19 septembre au musée d'Orsay regarder ces œuvres. C'est que j'ai eu l'occasion d'en voir quelques-unes, certaines en reproduction, d'autres en vrai, et franchement, vous ne le regretterez pas.

Je ne cesse de l'écrire chaque semaine dans cette chronique : l'art est vivant, la peinture cherche et trouve, elle flamboie, elle respire, et à travers sa respiration nous indique une vie nouvelle, un feu, un amour, une manière de vivre, c'est-à-dire des formes de vie qui nous délient de l'emprise infernale. Ces 80 tableaux, de 80 peintres différents, ne sont pas rassemblés en une exposition mais, vous verrez, carrément mêlés aux œuvres du musée, chaque artiste occupant un emplacement choisi au sein de la nef centrale, auprès de son tableau, dans les espaces laissés libres de l'acrotère en cours. Car oui, les artistes seront présents, vous pourrez leur parler, eux-mêmes nous parler, l'échange sera possible, la peinture est vivante, vous dis-je.

Une fois entré dans le musée, vous repérez facilement les œuvres, elles s'exposent pour la plupart sur chevalet, et l'artiste se tiendra dans les parages. Certaines de ces œuvres ont choisi de dialoguer avec un tableau du musée, parfois un tableau célèbre : pour découvrir ce lien, peut-être même participant-·vous à son approfondissement. J'ajoute qu'il est rare d'avoir ainsi accès particulièrement à la peinture contemporaine, laquelle est le plus souvent coupée du public, cantonnée aux ateliers ou aux galeries. C'est le peintre Thomas Lévy-Lasne, dont l'œuvre passionnante sera représentée parmi les 79 autres, qui orchestre cet événement aux côtés de Nicolas Gausserand, du musée d'Orsay. Il y a un site : lejourdespeintres.com ainsi qu'une chaîne Twitch YouTube : Les Apparences, que je vous conseille. Donc, au jeudi 19. ●



LORRAINE HEDAUD

Pour modeler le futur qu'ils désirent, certains pontes de la Silicon Valley ont décidé d'investir dans l'éducation des nos enfants, avec une conception bien à eux de l'école. Des idées abrévées de millions de dollars qui, une nouvelle fois, ne méritent même pas un zéro pointé.

Orque Max Ventilla quitte Google en 2013 pour se lancer dans le domaine de l'éducation, il a un plan précis en tête : repenser complètement l'école. Comment ? En reproduisant tout simplement ce qu'il sait faire de mieux. Lui qui dirigeait jusque-là une équipe dédiée à la personnalisation des résultats de recherche sur Internet décidait d'appliquer ce concept dans les salles de classe. Exit, donc, cahiers, livres, manuels et autres vieilleries. À l'AltSchool, les élèves travaillent sur des ordinateurs et tablettes mais, surtout, ils apprennent ce qui leur chante. Fin les cours théoriques ennuyeux où l'enseignant essaie tant bien que mal de s'adapter au niveau de chaque élève : dans ces microcoles à 20 000 dollars (environ 18 000 euros) l'année, l'enfant est guidé par une sorte de playlist basée sur ses centres d'intérêt. Rassurez-vous, le professeur a toujours une utilité – après tout, il faut bien quelqu'un qui puisse mettre le WiFi en marche.

Ce concept d'apprentissage personnalisé s'écrit immédiatement certains pontes de la Silicon Valley, trop heureux de voir des algorithmes mettre fin à l'expérience collective que représente l'école. En 2015, soit à peine deux ans après la création d'AltSchool, Ventilla verra près de 100 millions de dollars affluer de fonds d'investissement tel Andreessen Horowitz, une société de capital-risque fondée par Marc Andreessen et Ben Horowitz, deux pionniers d'Internet. Quelques mois plus tard, c'est Priscilla Chan, la femme de Mark Zuckerberg, qui décide à son tour de renflouer les caisses de l'école. La pédagogue, devenue désormais philanthrope à plein temps, est particulièrement intéressée par le secteur de l'éducation. Avec son organisation, la Chan Zuckerberg Initiative (CZI pour les intimes), elle cherche, entre autres, à révolutionner les apprentissages des têtes blondes américaines, qu'elle trouve bien trop désuètes. À quoi bon apprendre par cœur une période de l'Histoire puisqu'un ordinateur peut nous donner la réponse que l'on cherche en trois clics ? Au contraire, il faut préparer nos enfants à vivre dans un monde où la technologie est reine. « Il y aura deux types de métiers dans l'avenir : celui des personnes qui disent aux ordinateurs ce qu'ils doivent faire, et celui des personnes à qui les ordinateurs disent ce qu'ils doivent faire », prophétise ainsi Marc Andreessen.

À la grande satisfaction de Chan, les écoles personnalisées se multiplient comme des petits pains. La presse américaine est extatique, les fonds affluent, et personne ne voit encore venir l'entourloupe. Après AltSchool, la philanthrope jette son dévolu sur Summit Public Schools, un réseau d'écoles dont la première est située en plein cœur de la Silicon Valley. Cette école, fondée par Diane Tavenner – qui se décrit elle-même comme « la P-DG » de l'établissement et est adoubée par Bill Gates –, cherche à devenir la référence de l'apprentissage personnalisé. Conscience, Chan pousse son époux à investir. Début 2014, Zuckerberg, par l'entremise de Facebook, signe donc un partenariat avec l'école afin de développer un logiciel permettant aux élèves de choisir les modules éducatifs qui leur font plaisir. Une fois ce dernier mis au point, le couple n'a qu'un seul rêve : le distribuer à tous les établissements américains.

Charlie Enquête

Manque de bol, cette vision technocratique de l'éducation s'est exportée jusque dans l'Hexagone. « Il y a tout un écosystème qui est fait de startups et de hautes fonctionnaires qui poussent pour le numérique à l'école en arguant des méthodes hyper innovantes », explique Philippe Bihouix, ingénieur et essayiste, coauteur du *Désastre de l'école numérique* de Philippe pour une école sans écrans (éd. Seuil, 2016). Pour ce spécialiste, cette utopie technopédagogique tient presque du comique de répétition : « Il y a cette espèce de fantasmagorie depuis des années qui voudrait nous faire croire qu'en poussant la technologie, les jeunes Français pourraient devenir des leaders sur ce marché. En réalité, il s'agit surtout d'une histoire de gros sous et de marchés juteux à aller chercher. » Du tir à se faire, donc... mais aussi à économiser : « L'école est un des rares endroits qui ont échappé à la productivité par la machine. Or si l'on met en place ces technologies, par exemple si l'on numérise les cours et que l'on fait corriger les copies par un robot, cela signifie avoir moins de professeurs à payer ».

Si les différents ministres de l'Éducation nationale n'ont pas encore plaidé pour la mise en place de « bulles de filtres » éducatives, c'est-à-dire des contenus qui enferment les élèves dans des matières qu'ils ont déjà apprises sans leur laisser l'espace nécessaire à l'exploration d'autres matières – comme cela se pratique à AltSchool –, ils continuent néanmoins à répéter les mêmes erreurs, selon Philippe Bihouix. « Le temps d'installer le matériel dans toutes les classes, ça a déjà été dépassé. On dit qu'on va accompagner les professeurs pour les aider dans cette transition mais, en réalité, tout l'argent est mis dans l'équipement, donc

il n'y a aucune aide. Pour finir, tout ça se délite, et un nouveau plan numérique vient chasser l'autre... », soupire-t-il. Sans compter, bien évidemment, les nombreux effets déléteurs d'une trop grande exposition à des écrans, régulièrement pointés par les professionnels de santé.

LES THERANOS-DE L'ÉDUCATION

Aux États-Unis, les élèves, eux, ont craqué. En 2018, les étudiants de la fac de Brooklyn ont manifesté devant leur université contre le logiciel mis en place par Zuckerberg et Summit Public Schools. Les yeux injectés de sang à force de voir l'écran d'ordinateur à l'écran, ils ont écrit : « L'entreprise d'avoir dénaturé le principe même de l'enseignement. » C'est ennuieusement de rester assis devant un écran. [...] D'autant que les distractions sont très tentantes. De nombreux élèves jouent au lieu de travailler. Les professeurs donnent parfois de brèves leçons, mais en réalité on doit apprendre par soi-même », décrivait à l'époque un élève désabusé. Petit à petit, la réalité regagne du terrain face aux délires technocratiques des hommes les plus riches du pays.

Le Covid, ses confinements et ses cours à distance auraient pu porter un coup fatal à l'école telle qu'on la connaît, en apportant une expérience concrète du potentiel de cette technologie. En réalité, la pandémie a surtout montré ses limites : chute des résultats, abandon des études, outils peu adaptés... Mark Zuckerberg et Priscilla Chan continuent donc à se rendre compte qu'il y a encore du travail à faire. « On a vu que les enfants ne veulent pas aller à l'école », écrit Sandra Liu Hang, responsable du secteur à la CZI.

Près de dix ans après les premiers investissements de Chan dans Summit Public Schools, le bilan est quasi catastrophique : la plupart des écoles ayant adopté le logiciel (Summit Learning Program) ont fermé par l'abandonner et aucune donnée n'est venue confirmer les gains d'apprentissage espérés. Et AltSchool ? Elle a définitivement fermé ses portes en 2022. « Si vous pensez qu'il est difficile de travailler dans l'éducation... multipliez cela par 10. La vie dans une start-up est difficile, mais l'éducation est exponentiellement plus difficile », a ainsi expliqué Max Ventilla. Sans plaquer l'Hexagone, il faut noter que les « san-franciscaines » ne sont jamais à court d'idées : après l'apprentissage personnalisé, c'est désormais sur l'intelligence artificielle qu'ils lorgnent. Leçon n°1 de la Silicon Valley : ne jamais apprendre de ses erreurs, quitte à entraîner des milliers d'élèves dans sa chute. ●



Vivreensemble

L'école est finie



GERARD BIARD

«L'école au feu, les profs au milieu!» Jadis, on pouvait entendre cette comptine chantée par les élèves dans les cours de récréation des écoles primaires. On la croyait tombée en désuétude. Grave erreur.

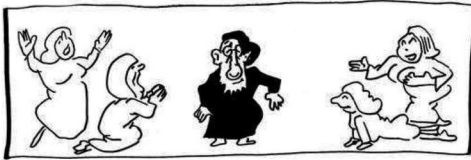
Désormais, c'est dans les couloirs et les bureaux des ministères qu'elle est entonnée à tue-tête. Avec toutefois une différence : elle a pris la forme austère d'épais rapports que l'on s'échange entre technocrates et paperassiers de cabinet. La semaine dernière, on apprenait ainsi dans *Le Monde* la publication d'une «Revue de dépenses» réalisée par l'Inspection générale des finances et l'Inspection générale de l'éducation. Il y est question d'argent, de démographie et, naturellement, d'argent à économiser. Car, n'oublions pas, nous avons un déficit à résorber. Partant du principe que le nombre des élèves suit logiquement les courbes démographiques et, donc, diminue sensiblement depuis plusieurs années, et que d'ici à 2028, les effectifs scolaires devraient perdre encore autour de 480 000 élèves, les auteurs du rapport voient là une opportunité susceptible de «justifier une réduction des moyens d'enseignement». Ils suggèrent par conséquent plusieurs «pistes de travail», à base d'«optimisations» et de «rationalisation», toutes aboutissant invariablement à des fermetures de classes et des suppressions de postes d'enseignant. L'une de ces «pistes», qui mise sur une révision globale du «maillage territorial» des établissements, entraînerait par exemple la fermeture de 1925 écoles et la suppression de 4 900 équivalents temps plein d'enseignants.

Ne feignons pas la surprise. L'école publique, de la maternelle à l'enseignement supérieur, est sacrifiée depuis maintenant de longues années sur le même autel idéologique que l'hôpital : celui de la rentabilité et de la gestion entrepreneuriale. Au-delà des vibrants appels à rebâtir une école exemplaire, capable de transmettre des savoirs et de former les citoyens de demain, au-delà des serments main sur le cœur jurant de «sanctuariser» le budget de l'éducation nationale, personne n'est dupe. Niles parents, qui

Une certaine vision du monde et de l'organisation sociale

se comportent désormais comme des consommateurs et s'adressent aux chefs d'établissement et aux enseignants comme à un «service client». Ni les élèves, qui trop souvent méprisent leurs profs et contestent leurs enseignements - quand ils ne les menacent pas carrément. Ni les enseignants eux-mêmes, bien sûr, que l'on est parfois obligé de recruter par speed dating, pour ne pas se retrouver avec des classes sans professeur dès la rentrée. Sans grand succès, d'ailleurs, puisque, selon le Snes-FSU, premier syndicat des enseignants du second degré, il manquait au moins un prof dans 56 % des collèges et des lycées à la rentrée 2024 - dans les académies de Versailles et Créteil, on atteignait même respectivement 72 % et 63 %...

Personne n'imaginerait un instant que Macron entreprendra quoi que ce soit d'efficace pour infléchir cette tendance s'appuyant sur la seule logique comptable. Au contraire, sa vision du monde et de l'organisation sociale le conduit à creuser encore davantage ce sillon-là. Et il est loin d'être le seul dirigeant dans ce cas. La seule force politique susceptible de redonner un peu de valeur à ce qu'on nomme l'«école républicaine» et à son «ascenseur social» - car tout le monde ne peut pas devenir influent à Dubaï - se trouve à gauche. Seulement voilà... Bien qu'elle représente un tiers de la nouvelle Assemblée nationale à gauche, dans une volonté démocratique de rester «chiquement purée» et par souci de préserver sa belle unité de façade assujettie aux diktats de Mélenchon, s'est délibérément mise en incapacité de peser dans les décisions gouvernementales. Et elle semble malheureusement bien partie pour le faire jusqu'en 2027. Certes, il reste la rue. Ça tombe bien, l'école y est déjà... ●



Les Pures

TruckAlert, l'appli qui balance



LUCE LAPIN

Des têtes de cochon qui passent à travers les barreaux, des mufles de vache qui cherchent désespérément un peu d'air... Pour la grande majorité d'entre eux, notamment pour ceux qui ont passé leur courte

vie dans un élevage intensif, ce sera la seule «sortie» de toute une vie. Sur les routes de vos vacances, par fortes chaleurs, vous avez dû rencontrer nombre de ces gros camions chargés d'animaux vivants, qui vous ralentissent, et combien ça vous dérange de les doubler. Leur ultime, et unique, destination, c'est l'abattoir. Alors, un peu de patience et de compassion...

En 2019, Didier Guillaume, alors ministre de l'Agriculture, cédant à la demande des associations de protection animale, avait pris un arrêté interdisant le transport des animaux aux heures les plus chaudes, c'est-à-dire entre 13 heures et 18 heures, dans les départements concernés par la canicule.

En juillet 2020, l'association Welfare Protection mondiale des animaux de ferme (welfarm.fr) a lancé TruckAlert, une application qui fait appel aux lanceurs d'alerte - vous, moi - et qui est destinée à «épigler» les camions transportant des animaux d'élevage vivants par une

«Vas-y, double, double!»

30 °C, ce qui est contraire au règlement. En effet, il y est stipulé que «les systèmes de ventilation dans les moyens de transport par route doivent être conçus, construits et entretenus de telle manière qu'à tout moment du voyage, que le moyen de transport soit à l'arrêt ou en mouvement, ils soient en mesure de maintenir la température dans une fourchette de 5 °C à 30 °C à l'intérieur du moyen de transport, pour tous les animaux, avec une tolérance de plus ou moins 5 °C, en fonction de la température extérieure».

TruckAlert a permis, en quatre ans, le signalement de quelque 477 camions en infraction, au niveau national comme européen, ce qui représente 1 000 signalements. Un exemple : «Lapins dans un camion 31 °C ce jour à 16 heures sur autoroute A71 direction Tours à Clermont-Ferrand sans eau sans rien».

Vendredi 2 août, Welfarm a envoyé un rapport relatif à l'application TruckAlert aux pouvoirs publics et aux ministères démissionnaires concernés - Marc Fesneau, Christophe Béchu.

BONNE NOUVELLE ! Grâce à l'association Projet Animaux Zoopolis (zoopolis.fr), fin des spectacles de rapaces aux fêtes médiévales de Châtillon-sur-Chalaronne (dans l'Ain) et de Brié-Comte-Robert (en Seine-et-Marne). Bravo à cette association, et particulièrement à sa cofondatrice, Amandine Sanvignes, toujours aussi active et efficace. ●

1. «Le règlement (CE) n° 1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes» (cf. ministère de l'Agriculture).
luce-lapin-et-coquins.com
(lucelapinetcoquins@gmail.com).



CHARLIE HEBDO

OFFRE D'ABONNEMENT

FORMULE INTÉGRALE

1 AN

édition papier + édition numérique + contenu Web en illimité

109€*

au lieu de 182,40 €
prix nominal de vente en France métropolitaine
(*139 pour le reste du monde)

et recevez
en cadeau
la trousse
et la règle

TROUSSE illustrée par Riss
En coton avec fermeture à glissière.
Coloris beige. Dim. 22 x 7 cm.

RÈGLE illustrée par Vuillemin
En plastique blanc de 20 cm.
Dim. 210 x 38 x 1 mm.

Vous pouvez acheter séparément la trousse à 10,50 € et la règle à 5,50 €.

Profitez-en sur abo.charliehebdoo.fr ou en renvoyant le bulletin ci-dessous.

Chacun des éléments de cette offre peut être acquis séparément.

**JE M'ABONNE À
CHARLIE HEBDO PENDANT 1 AN*
ET JE REÇOIS**

LA TROUSSE ET LA RÈGLE

*Sont 522 numéros en version papier et numérique + contenu Web en illimité
Retournez ce bulletin ainsi que votre règlement à l'ordre des Éditions Rotative à :
CHARLIE HEBDO BP 50311 75625 PARIS CEDEX 13
ou abonnez-vous en ligne sur boutique.charliehebdoo.fr

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
E-MAIL _____

☒ **JE PROFITE DE L'OFFRE SPÉCIALE AU TARIF DE 109 €
ET JE CHOISIS MON MODE DE RÈGLEMENT**
(139 € pour l'export)

- ☐ Par chèque à l'ordre des Éditions Rotative
☐ Par virement bancaire Nom de la banque: Société Générale
Domiciliation: Paris Parc Brasserie BIC: SOGEFRFP
IBAN: FR7630003035410002019142969
☐ J'accepte de recevoir les offres de CHARLIE HEBDO
☐ J'accepte de recevoir les offres des partenaires choisis
par CHARLIE HEBDO

Conformément à la loi informatique et Libertés du 6/1/1978, vous avez droit d'accès,
de rectification, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant.
Ce droit peut s'exercer auprès du service abonnement de
CHARLIE HEBDO - BP 50311 - 75625 Paris Cedex 13.
abonnement@charliehebdoo.fr

CHARLIE HEBDO Fondateur: Gervain Prédoteur. Directeur de la publication: Riss
Directeur général: Philippe Debruyne. Rédacteur en chef: Gérard Bland. Rédaction:
redaction@charliehebdoo.fr Standard 01 85 73 00 00 Portraits de la semaine
par Focis. Abonnement, anciens numéros: abonnement@charliehebdoo.fr
Éditions Rotative, BP 50311 - 75625 Paris Cedex 13. SAS les Éditions Rotative,
entreprise soumise de presse - RCS Paris B 358 541 336.
Commission paritaire n° 0427/26265 ISSN 1240-0068
Imprimé en France par un groupement d'imprimeurs.

Charlie Reporter

PROCÈS DE MAZAN

L'ENFANCE VICÉE DES VIOLEURS DE GISELE PELICOT



LAURE DAUSSY

Au sujet du procès dans lequel Dominique Pelicot est inculpé et qui se déroule depuis le 2 septembre à la cour criminelle du Vaucluse, on entend souvent que les accusés sont des « Monsieur-Tout-le-Monde ». Des hommes a priori ordinaires, de toutes classes sociales, qui tous se sont crus autorisés à violer une femme inconsciente. La semaine dernière, il était question du profil psychologique de Dominique Pelicot et d'un premier groupe d'accusés. L'occasion aussi de constater que plusieurs d'entre eux ont subi dans leur enfance de graves maltraitances, voire, pour certains, de l'inceste. Il ne s'agit pas pour autant de leur trouver des excuses, ni de tomber dans un déterminisme dangereux.

Comment en vient-on à droguer sa femme pour la faire violer pendant une dizaine d'années par d'autres hommes ? Comment en arrive-t-on à être l'un de ces hommes qui se sentent autorisés à venir violer Gisèle Pelicot ? Il y a bien sûr le poids du patriarcat, de la culture du viol qui a conduit certainement à ce que tous ces hommes agissent ainsi. Mais ce qui marque aussi dans ce procès, c'est la notion d'inceste et le fait que plusieurs des accusés aient subi de graves maltraitances. Entendons bien : ce n'est en rien une excuse de ces passages à l'acte. Juste un élément qui interpele.

La semaine dernière était donc consacrée à établir le profil psychologique de plusieurs accusés, notamment celui du principal, Dominique Pelicot. Le psychiatre Paul Bensusan a brossé le portrait d'un homme qu'il qualifie de « narcissique, avec des traits sociopathiques », sans aucune empathie. Une des clés pour le comprendre réside dans la notion de « clivage », soit la coexistence de deux rapports distincts à la réalité dans la psyché du même individu. Pelicot est, d'un côté, « un père qui a été incontestablement présent et aimant » et, de l'autre, un homme qui ment, « très manipulateur ».

L'enquête de personnalité a aussi montré que Dominique Pelicot a grandi dans une famille que l'on peut qualifier à minima de « dysfonctionnelle », avec un père violent et tyrannique. Il a surtout grandi dans un « climat incestuel ». Le père de Dominique Pelicot est soupçonné d'avoir violé sa fille adoptive, et une autre de ses filles dit avoir échappé à ses agressions. Autre élément qui ressort de la biographie de Pelicot, un viol, qu'il dit avoir subi à l'âge de 9 ans par un infirmier lorsqu'il était hospitalisé.

La même semaine, on a évoqué le profil de Jean-Pierre M. Contacté par Pelicot, lui n'a pas voulu venir violer Gisèle Pelicot, mais lui a proposé, à l'inverse, de venir violer sa femme. Terrifiante histoire dans l'histoire. Pour lui aussi, l'enquête de personnalité montre une enfance marquée par l'extrême violence et un climat incestuel. Il est l'avant-dernier d'une fratrie de 10 enfants, élevé dans une famille pauvre, par un père très violent (coups de ceinture, jambe cassée...) et une mère alcoolique. Le père est qualifié de « bestial », d'« obsédé sexuel ». Il aurait commis des viols sur les filles de la famille. La mère en avait conscience, et les enfants se cachaient dans le clapier à lapins ou sous des couvertures pour lui échapper. Le frère de Jean-Pierre pense être le seul à avoir réussi à se soustraire aux violences sexuelles du père.

Parmi le premier groupe d'accusés a également été évoqué le profil de Cyrille D. On apprend lors de l'audience que son père « pouvait battre ses enfants à coups de poing ou de manche de martinet », que « sa sœur a été victime d'une fracture du crâne et s'est fait ouvrir l'oreille sous les coups ». Liane D. a quant à elle été victime d'une agression sexuelle de la part du président d'un club de pétanque à l'âge de 11 ans, dit à l'avance dénoncé, mais qu'on lui a conseillé de ne pas le faire, l'agresseur étant quelqu'un d'important dans le village. D'autres, dont les cas n'ont pas encore été abordés, ont aussi vécu le même type d'histoire. Fabien S., lui, était le fils d'un homme qui a été violé lorsqu'il était placé dans une famille d'accueil. Romain V. A propos duquel il est fait mention de « maints à maints maltraitances, sévices et cruautés » et de viols par des amis de la famille. Cédric G., lui, est présenté comme victime d'un viol de la part d'un oncle. « Il se construit sur cet inceste qu'il a tant à ses proches », précise l'enquête de personnalité.

Ces accusés, rappelons-le, sont, d'après l'enquête de police, parmi les pires prédateurs. Certains sont revenus violer Gisèle Pelicot à six reprises, certains étant particulièrement

au courant qu'il s'agissait de viols, certains sont détenteurs d'images pédopornographiques. Mais leur histoire ne peut être balayée d'un simple « ce sont des monstres, c'est tout ».

Que sait-on du lien entre violences sexuelles subies et passage à l'acte ? Le Dr Layet, qui a établi l'expertise psychiatrique des accusés, interrogé lors de l'audience, explique : « Les victimes ou témoins d'agression sexuelle ou de viol sont plus susceptibles de devenir eux-mêmes victimes ou auteurs d'agression sexuelle, sans qu'il y ait pour autant de relation de cause à effet. » L'avocat d'un des accusés demande : « Le fait que mon client ait été abusé dans l'enfance et que cela n'ait pas été pris en compte lorsqu'il en a parlé, est-ce que par la suite, ça a pu jouer ? » « Quand on n'est pas reconnu comme victime, ça augmente le traumatisme », répond Layet.

Quelques rares études se penchent sur le sujet, surtout à l'étranger. Ainsi d'une étude publiée au Québec, en 2012, qui estime que « la prévalence de l'agression sexuelle dans l'enfance des agresseurs sexuels serait plus importante que la taux moyen de 10 % chez les hommes de la population générale ». Tout ça appelant à la prudence : « La majorité des victimes d'agression sexuelle dans l'enfance ne deviendront pas des agresseurs sexuels, et une histoire de victimisation sexuelle s'avère ni une condition suffisante ni une condition nécessaire pour aggraver sexuellement », précise l'étude.

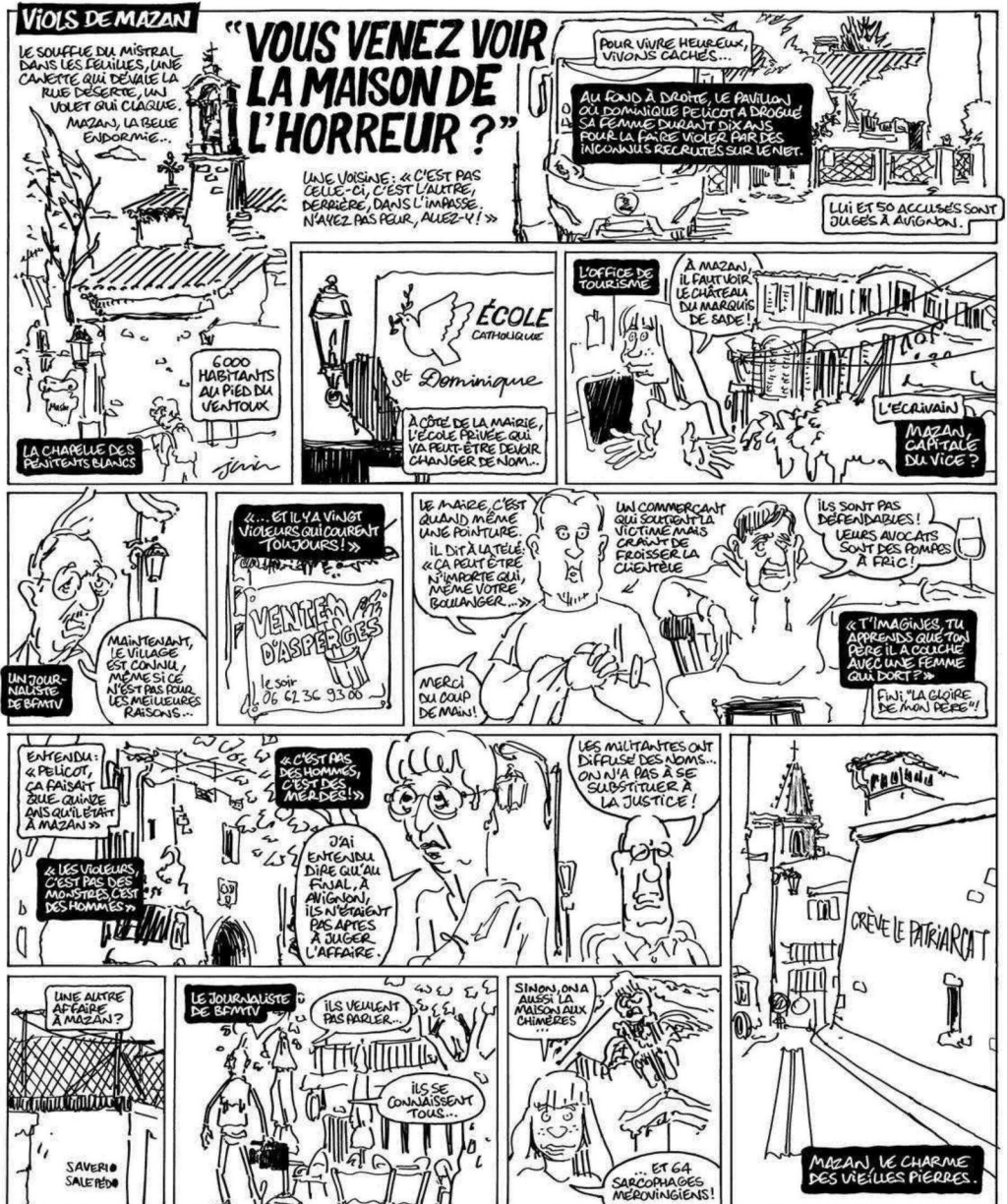
Plusieurs psychiatres qui interviennent dans les prisons font le même constat, là encore en apportant des nuances. La Dr Manuela Arrault, qui est intervenue en 2019 dans une maison centrale pendant plusieurs années, a constaté aussi

Il est primordial que la société se penche sur le problème de l'inceste et des violences sexuelles faites aux enfants

que plusieurs des personnes incarcérées pour viol avaient vécu de graves abus dans l'enfance. « Il faudrait tenir compte, à mon sens, d'un cumul de facteurs associés, des abus physiques, psychologiques, carences éducatives et/ou culturelles dans des familles dysfonctionnelles, voire maltraitantes, etc. », précise-t-elle. Ils ont tendance à réviser une situation déjà vécue, même si celle-ci est destructrice, car elle sera toujours moins angoissante que l'inconnu et le vide. Il y a une tentation de reprendre le contrôle sur le vécu d'impuissance totale quand ils étaient des enfants abusés, en rejouant le même scénario abusif. Une fois comprise l'origine du passage à l'acte, l'idée est d'offrir la répit à la thérapie. C'est notre « job » d'essayer d'aider les auteurs à se rendre compte eux-mêmes de ce qu'ils ont fait. La Dr Preville, psychologue clinicienne qui est intervenue longtemps dans les prisons auprès du même public, a pu constater elle aussi qu'une grande majorité des agresseurs sexuels avaient vécu « des traumas psychiques, physiques ou sexuels » dans l'enfance. « Pour autant, il ne faut pas tomber dans un déterminisme. Tous les agresseurs n'agissent pas à leur tour », prévient-elle. À noter qu'il y a une nette différence de réaction entre femmes et hommes : « Les femmes abusées sexuellement ne vont pas agresser un homme. Elles retournent la réaction contre elles-mêmes, et deviennent souvent victimes à nouveau à l'âge adulte ».

Dans tous les cas, ces agressions sexuelles dès l'enfance qui placent dans ce procès permettent aussi de rappeler combien il est primordial que la société se penche sur le problème. En 2023, la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Clivise) avait pointé le nombre de 160 000 enfants victimes de violence sexuelle chaque année. Or seulement 8 % des victimes qui ont parlé ont reçu un « soutien social positif », déplorait son rapport. Édouard Durand, juge des enfants et ancien président de la Clivise, le rappelait : l'inceste « n'est pas qu'une affaire privée, une chose ahurissante d'histoires privées. C'est un problème collectif, d'ordre public, de santé publique ». Plus que jamais, ce procès le montre. ■

De la cour criminelle au tribunal populaire



CHARLIE HEBDO

Les couvertures auxquelles vous avez échappé



Bistronomie

Cinq personnes en réanimation après avoir mangé des conserves de pesto artisanal. Elles ne pouvaient pas manger des pizzas Buitoni, comme tout le monde?

Comme un cheval mort

Près d'un Français sur deux en surpoids. Gisèle Pelicot confirme.

Pas une de plus

Tariq Ramadan condamné en appel pour viol en Suisse. Du coup, la Fondation Abbé-Ramadan va changer de nom.

Assistanat

À l'aéroport d'Amsterdam, des fauteuils roulants autonomes empêchent les passagers tout près des avions. Ce n'est pas comme ça qu'ils vont gagner les Jeux paralympiques 2028.

Ovalie

Un couple de Britanniques ivres et violents oblige un vol Ryanair à se détourner vers Toulouse. Juste à l'heure pour commencer la troisième mi-temps.

Boule de cristal

L'élection de Miss France 2025 se déroulera au Futuroscope. On pourra voir directement à quoi elles ressembleront dans cinquante ans.

Cris de singe

Un élu du Var s'excuse après avoir dit que l'équipe de France était « l'équipe d'Afrique bis ». Il n'avait pas précisé Afrique du Nord ou Afrique du Sud.

Chat dans la gorge

Près de la moitié des médecins sont victimes de harcèlement sexuel de la part de patients. Il ne faut pas confondre Doctolib avec Tinder.

Free Gaza

Yael Braun-Pivert refuse de rendre le drapeau palestinien brandi par le député LFI Sébastien Delogu. Le Hamas appelle à un cessez-le-feu.

Happiness manager

L'état du Queensland, en Australie, lance une campagne pour inciter à ne pas se retenir de « faire caca au travail ». Les kangourous pourraient chier dans la poche de leur patron.

Île de la tentation

Plusieurs dizaines de CRS rapatriés de Nouvelle-Calédonie après avoir été touchés par une épidémie de chaudière. Il ne fallait pas entrer sans préservatif dans la grotte d'Ouvéa.

Pouvoir d'achat

Carrefour a vendu plus d'un demi-million de Phryges lors des JO. À partir du 15 du mois, on mange des Phryges.

Costa Croisières

Un visa sera obligatoire pour aller au Royaume-Uni à partir de 2025. Fini les croisières improvisées en bateau pneumatique pour les migrants.

Homme-sandwich

Joe Biden pose avec une casquette « Trump 2024 ». Et une couche Confiance « Biden 2028 ».